

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2012/27124]

28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Mons-Borinage portant sur l'extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Bois du Prince » et l'inscription d'une zone d'espace vert au lieu-dit « Carrière des Vaches » (planches 45/1 et 45/2) sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 19, 22, 23, 25, 32, 37 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 et considérant que l'option retenue, en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol, est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant le Contrat d'avenir pour la Wallonie, adopté le 20 janvier 2000, lequel mentionne explicitement, en sa fiche 70.3 consacrée aux ressources du sous-sol, la volonté du Gouvernement de procéder à une gestion responsable de celles-ci en conciliant les légitimes besoins de développement du secteur avec les dispositions relatives à l'aménagement du territoire et celles, tout aussi légitimes, relatives à la qualité de vie des Wallons;

Considérant que les plans de secteur adoptés entre 1977 et 1987 se fondaient sur des besoins socio-économiques évalués à l'horizon d'une dizaine d'années;

Considérant que, depuis lors, ils n'ont fait l'objet que d'un nombre limité de révisions partielles et d'aucune révision globale;

Considérant dès lors qu'au sein de nombreuses zones d'extraction en exploitation, le gisement est épuisé ou en passe de l'être;

Considérant que la poursuite de ces exploitations nécessite par conséquent la révision de certains plans de secteur;

Considérant en effet que les ressources du sous-sol sont des ressources non-renouvelables et que, dès lors, la pérennité de l'activité extractive, contrairement aux autres activités économiques, se traduit inévitablement par la consommation d'espace;

Considérant qu'en date du 27 mars 2002, le Gouvernement wallon a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction, sur base de la méthodologie suivante : vérification par l'administration que la demande porte sur un gisement validé par l'étude confiée au laboratoire d'analyses Litho- et Zoostratigraphiques du Département de Géologie de l'Université de Liège (Professeur Poty) relative à l'inventaire des ressources du sous-sol, que ladite demande correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économique, d'emplois et de mobilité durable, et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation ne peut se poursuivre plus de 6 ans dans les limites des zones d'extraction inscrites au plan de secteur, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles motivées dans le plan stratégique;

- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 novembre 1983 établissant le plan de secteur de Mons-Borinage, notamment modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 1991 portant sur l'inscription du tracé de la ligne électrique aérienne H.T. 150-30 Kv entre les postes « Air Liquide » et « Baudour », par les arrêtés du Gouvernement wallon du 26 juin 1997 portant sur l'inscription d'une zone spécifique pour un centre de thermalisme à Baudour et l'inscription d'une zone de services sur le site du campus universitaire, l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 portant sur l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression C.E.T. visant à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique et l'inscription d'une zone d'espaces verts, l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2002 autorisant l'extension de la sablière SA Laurent et l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant sur l'inscription d'une ZAE mixte sur le territoire de la commune de Mons, au lieu-dit « Vieille Haine », la désaffectation partielle de la ZAE industrielle de Ghlin-Baudour sur le territoire des communes de Mons (Jemappes), de Quaregnon et de Saint-Ghislain (Baudour), la désaffectation de la ZAE mixte de Gronde sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Baudour), et la désaffectation de la ZAE mixte du Culot sur le territoire de la commune de Quaregnon (Wasmuel);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 décidant la révision du plan de secteur de Mons-Borinage et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction dans le prolongement sud de l'actuelle carrière, dite « Bois du Prince », et fixant le projet de contenu de l'étude d'incidences du plan, et la carte signée figurant l'avant-projet de plan de secteur modificatif, partie intégrante de cet arrêté;

Considérant que les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine tel que modifié par le décret-programme de relance économique et de simplification administrative du 3 février 2005 impliquent que l'inscription de la zone d'extraction prévue par l'avant-projet de révision du plan de secteur adopté le 27 mai 2004 soit compensée par la modification équivalente de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Vu, en conséquence, l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 complétant, par l'inscription, au lieu-dit « Carrière des Vaches », d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique, l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 décidant la mise en révision du plan de secteur de Mons-Borinage et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription, sur le territoire de Saint-Ghislain, d'une zone d'extraction dans le prolongement sud de l'actuelle carrière, dite « Bois du Prince » (planches 45/1 et 45/2);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2008 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Mons-Borinage en vue de l'extension de la zone d'extraction de la carrière, dite « Bois du Prince », et l'inscription d'une zone d'espaces verts, au lieu-dit « Carrière des Vaches » (planches 45/1 et 45/2), et adoptant le contenu de l'étude d'incidences de plan;

Vu l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par ARIES Consultants, bureau dûment agréé conformément à l'article 42, alinéa 4, du Code;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2010 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Mons-Borinage portant sur l'extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Bois du Prince » et l'inscription d'une zone d'espace vert au lieu-dit « Carrière des vaches » (planches 45/1 et 45/2) sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 octobre 2010 au 1^{er} décembre 2010 sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain et les réclamations et observations émises et répertoriées comme suit :

LAURENT	Marie-Ange	Rue Gustave Lhoir 65 7334 HAUTRAGE
NICOLAS	Charlotte	Rue Gustave Lhoir 151 7334 HAUTRAGE
DIVANNI	Christophe	Rue Gustave Lhoir 106 7334 HAUTRAGE
BERLEMONT	Loïc	Rue Gustave Lhoir 118 7334 HAUTRAGE
DELVIGNE	Isabelle	Rue Gustave Lhoir 149 7334 HAUTRAGE
ANCELIN	Christiane	Rue Gustave Lhoir 57 7334 HAUTRAGE
KOPYDLOWSKI	Franz	Rue Gustave Lhoir 57 7334 HAUTRAGE
DEGLASSE	Françoise	Rue Gustave Lhoir 45 7334 HAUTRAGE
MACKIW	Zonia	Rue Gustave Lhoir 61 7334 HAUTRAGE
BRULARD	Simone	Rue Gustave Lhoir 95 7334 HAUTRAGE
NION	Colette	Rue Gustave Lhoir 117 7334 HAUTRAGE
QUINTARD	Pol	Rue Bois du Prince 37 7334 HAUTRAGE
DELCOURT	Paul	Rue Bois du Prince 43 7334 HAUTRAGE
FOURNIER	Lisette	Rue Bois du Prince 34 7334 HAUTRAGE
OLIVIER	Laurence	Rue Gustave Lhoir 127 7334 HAUTRAGE
WAROQUIER	Rudy	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
QUITTELIER	Noëlla	Place Saint Pierre 8 7334 HAUTRAGE
PARET	J.P.	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
DE GROOTE	Virginie	Place Saint Pierre 11 7334 HAUTRAGE
DEMOULIN	Florence	Rue Bois du Prince 65 7334 HAUTRAGE
DEPRETER	M.P.	Rue Forestière 7334 HAUTRAGE
DUQUENNE	Berangère	Rue Gustave Lhoir 106 7334 HAUTRAGE
GILMANT	Gilberte	Rue Gustave Lhoir 91 7334 HAUTRAGE
STRADY	Jean	Rue Bois du Prince 36 7334 HAUTRAGE
DATH	Dany	Rue Gustave Lhoir 58 7334 HAUTRAGE
LEMAL	Nancy	Rue Gustave Lhoir 91 7334 HAUTRAGE
ANDRE	Ch.	Rue Bois du Prince 61 7334 HAUTRAGE
ANDRE	Christine	Rue Bois du Prince 63 7334 HAUTRAGE

DESCHEPPER	Marie	Rue Bois du Prince 60 7334 HAUTRAGE
CHARLES	Vincent	Rue Bois du Prince 58 7334 HAUTRAGE
PETIT	Francis	Rue Bois du Prince 60 7334 HAUTRAGE
ROUSSEAU	Jean-Pierre	Rue Bois du Prince 57 7334 HAUTRAGE
ROUSSEAU	Robert	Rue Bois du Prince 57 7334 HAUTRAGE
BRION	Christophe	Rue Gustave Miroir 24 7334 HAUTRAGE
GOSELIN	Françoise	Rue Bois du Prince 58 7334 HAUTRAGE
FAGNIART	Luce	Rue Gustave Lhoir 1 7334 HAUTRAGE
DE GROOTE	Gabriel	Rue Gustave Lhoir 1 7334 HAUTRAGE
KOVARSKI	Jean	Rue Gustave Lhoir 45 7334 HAUTRAGE
LORENTIN	Olivier	Rue Gustave Lhoir 127 7334 HAUTRAGE
FAGNIART	Luc	Rue Gustave Lhoir 65 7334 HAUTRAGE
CHEVALIER	Josiane	Rue Bois du Prince 45 7334 HAUTRAGE
SANCASSIANI	Angelina	Rue Gustave Lhoir 58 7334 HAUTRAGE
WALLON	Fabrice	Place Saint-Pierre 11 7334 HAUTRAGE
VAN HEYE	M.	Rue Bois du Prince 30 7334 HAUTRAGE
SCOLLARI	CARMELA	Rue Gustave Lhoir 129 7334 HAUTRAGE
WALLON	Charlotte	Place 42 7334 HAUTRAGE
DELHAYE	Michel	Rue Gustave Lhoir 119 7334 HAUTRAGE
BREUSE	Christine	Rue Octave Mahieu 41 7334 HAUTRAGE
MORA CUEVAS	Catalina	Rue Gustave Lhoir 56 7334 HAUTRAGE
MICHEL	Dany	Rue Gustave Lhoir 56 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Howard	Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Bertrand	Rue Gustave Lhoir 137 7334 HAUTRAGE
MERPOEL	Catherine	Rue Gustave Lhoir 137 7334 HAUTRAGE
COLLIN	Christelle	Rue Gustave Lhoir 147 7334 HAUTRAGE
DUNCAN	Glen	Rue Gustave Lhoir 147 7334 HAUTRAGE
ZAGARELLA	Melina	Rue Forestière 12 7334 HAUTRAGE
DZIWULSKYJ	Ludovic	Rue Forestière 12 7334 HAUTRAGE
AMARU	Laetitia	Rue Forestière 10 7334 HAUTRAGE
WATELET	Michaël	Rue Forestière 16 7334 HAUTRAGE

MEUNIER	Virginie	Rue Forestière 16 7334 HAUTRAGE
COUVREUR	Martine	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
QUENEHEN	Dany	Rue Bois du Prince 70 7334 HAUTRAGE
LEDOUX	Paulette	Rue Bois du Prince 16 7334 HAUTRAGE
POTTIEZ	E.	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
DUMONT	Monica	Rue Gustave Lhoir 104 7334 HAUTRAGE
LESTRADE	Edgard	Rue Gustave Lhoir 95 7334 HAUTRAGE
FAUVEAUX	Christophe	Rue Bois du Prince 65 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE DURIEUX	Delphine Christophe	Rue Gustave Lhoir 94 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE	Delphine	Rue Gustave Lhoir 94 7334 HAUTRAGE
CARBONNELLE	Joel	Rue Gustave Lhoir 88 7334 HAUTRAGE
MIROIR	Monique	Rue Gustave Lhoir 99 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE	Julien	Rue Gustave Lhoir 90 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	André	Rue Gustave Lhoir 117 7334 HAUTRAGE
FAUVEAUX	Francis	Rue Bois du Prince 67 7334 HAUTRAGE
CAULIER	P.	Rue Bois du Prince 70 7334 HAUTRAGE
JULIEN	Marie	Rue Bois du Prince 67 7334 HAUTRAGE
FRICQ	Julien	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
GREMEAUX	Jacqueline	Rue Gustave Lhoir 119 7334 HAUTRAGE
LORENZIN	Dino	Rue Gustave Lhoir 129 7334 HAUTRAGE
BRAU	Jean-Luc	Rue Gustave Lhoir 48 7334 HAUTRAGE
HANSEZ	Audrey	Place Saint-Pierre 7334 HAUTRAGE
PAULART	Alain	Place Saint-Pierre 8 7334 HAUTRAGE
FABROT	Christelle	Rue Gustave Lhoir 131 7334 HAUTRAGE
WAROQUIER	Maxime	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
TORWES	Didier	Rue Gustave Lhoir 61 7334 HAUTRAGE
CARTON	M.	Rue du 100e anniversaire 7334 HAUTRAGE
DEDISSE	Jean-Pierre	Rue Bois du Prince 38 7334 HAUTRAGE
CHARLIER	Elisabeth	Rue Bois du Prince 38 7334 HAUTRAGE
SAINT	Lucien	Rue Bois du Prince 16 7334 HAUTRAGE
LORENZIN	Jeanine	Rue Gustave Lhoir 108 7334 HAUTRAGE

LENNE	André	Rue Gustave Lhoir 108 7334 HAUTRAGE
FRICQ	Jean-Michel	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
PARET	Rémy	Place d'Hautrage 7334 HAUTRAGE
MORIAME	Isabelle	Rue Gustave Lhoir 48 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Martine	Rue Gustave Lhoir 115 7334 HAUTRAGE
PRZYKLENK	Amékie	Rue Gustave Lhoir 118 7334 HAUTRAGE
PARET	Romain	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Adeline	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
TERLINCK	Michel	Rue Gustave Lhoir 31 7334 HAUTRAGE
CORDIER	Charlène	Rue Octave Mahieu 8 7334 HAUTRAGE
LAMLIN	Liliane	Rue Gustave Miroir 22 7334 HAUTRAGE
HEYMANS	Robecca	Rue Gustave Miroir 11 7334 HAUTRAGE
VANDEVELDE	Françis	Rue Gustave Miroir 11 7334 HAUTRAGE
MARCHAND	Sabrina	Place d'Hautrage 30 7334 HAUTRAGE
SCHOONJANS	Nathalie	Place d'Hautrage 40 7334 HAUTRAGE
LECLERCQ		Place 22 7334 HAUTRAGE
KUMINEZAK	Béatrice	Rue Gustave Lhoir 88 7334 HAUTRAGE
LEROY	Joëlle	Rue Gustave Lhoir 121 7334 HAUTRAGE
PAULART	Frédéric	Rue Gustave Lhoir 131 7334 HAUTRAGE
MIROIR	Véronique	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
WACHEL	Christiane	Rue Gustave Lhoir 46 7334 HAUTRAGE
MAYEUR	Vincent	Rue Gustave Lhoir 35 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Marylène	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
VANCOPPENOLLE	Noëlla	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
D'ALFONSO	Alexandro	Rue Gustave Lhoir 104 7334 HAUTRAGE
NISOLLE	Danielle	Rue Bois du Prince 36 7334 HAUTRAGE
CARTON	Willy	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
DESMET	Bertha	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
JEUNIEAUX	Marie France	Rue Gustave Lhoir 125 7334 HAUTRAGE
HANSEZ	Jean-Marc	Rue Gustave Lhoir 125 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Patrick	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE

CAULIER	Marie	Rue Gustave Miroir 24 7334 HAUTRAGE
D'HAENENS	Noëlle	Rue Gustave Lhoir 36 7334 HAUTRAGE
WISEUR		Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
TREFOIS	Michel	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE
SIMON	Christophe	Place d'Hautrage 40 7334 HAUTRAGE
CSUKO	Corentin	Place d'Hautrage 26 7334 HAUTRAGE
L'AVICCHIA	Maria-Louisa	Place d'Hautrage 24 7334 HAUTRAGE
ROULET	Corentino	Place d'Hautrage 26 7334 HAUTRAGE
HISMANS	Jacques	Rue Gustave Lhoir 121 7334 HAUTRAGE
DUPONT	Muriel	Rue Gustave Lhoir 20 7334 HAUTRAGE
GONTHIEZ	Josée	Rue Gustave Lhoir 14 7334 HAUTRAGE
GUIGLIA	Jeanna	Place Saint-Pierre 15 7334 HAUTRAGE
LOISEAUT		Rue Gustave Lhoir 10 7334 HAUTRAGE
QUENEHEN	Nelly	Rue Gustave Lhoir 12 7334 HAUTRAGE
LOMBRY	Dominique	Rue Gustave Mahieu 41 7334 HAUTRAGE
BOUCHEZ BAUDRY		Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
DUVEILLER	Jean	Place 42 7334 HAUTRAGE
BLOND	Benoit	Rue Octave Mahieu 8 7334 HAUTRAGE
DUFRASNES	Laurent	Rue Gustave Lhoir 79 7334 HAUTRAGE
DEFRISE	Viviane	Rue Gustave Lhoir 85 7334 HAUTRAGE
LECLERCQ	Christian	Rue Gustave Lhoir 85 7334 HAUTRAGE
VAN BREETWATER	Yvon	Rue Gustave Lhoir 81 7334 HAUTRAGE
DUBUS	Christine	Rue Gustave Lhoir 81/1 7334 HAUTRAGE
CARTON	Jenny	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
DUFOUR	Maria	Rue Gustave Lhoir 15 7334 HAUTRAGE
DELVAUX	Patricia	Rue Gustave Lhoir 11 7334 HAUTRAGE
BAVIER	Gérard	Rue Gustave Lhoir 11 7334 HAUTRAGE
GALANT	Sybile	Rue Gustave Lhoir 79 7334 HAUTRAGE
DUMOULIN PYCLINDANSKI	Christiane Edouard	Rue Gustave Lhoir 20 7334 HAUTRAGE
TREFOIS	Julien	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE
LEPAPE	Brigitte	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE

MAYEUR	Jacques	Rue Gustave Lhoir 35/1 7334 HAUTRAGE
DUFOUR	Maria	Rue Gustave Lhoir 15 7334 HAUTRAGE
DESVACHEZ	Huguette	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
MEYER	Hélène	Rue Gustave Lhoir 112 7334 HAUTRAGE
BAVIER	Eddy	Rue Octave Mahieu 10 7334 HAUTRAGE
DEVLEESCHOUWER	Marie-Jeanne	Rue Octave Mahieu 10 7334 HAUTRAGE
STICCA	Pierre	Rue Bois du Prince 62 7334 HAUTRAGE
CLAEYS	Francine	Rue Bois du Prince 22 7334 HAUTRAGE
HEURGUIER	Catherine	Rue Gustave Lhoir 114 7334 HAUTRAGE
FRANCOIS	Jean-Paul	Rue Gustave Lhoir 114 7334 HAUTRAGE
VRAND	Carine	Rue Bois du Prince 62 7334 HAUTRAGE
BUSCEMI	Marielle	Rue Gustave Lhoir 62 7334 HAUTRAGE
SNOOCK	Denis	Rue Gustave Lhoir 62 7334 HAUTRAGE
DE LAMINNE	Sylvie	Rue Gustave Lhoir 53 7334 HAUTRAGE
LAVENNE	Armand	Rue Gustave Lhoir 53 7334 HAUTRAGE
RENIER	Claude	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
LESCOT	Marie-Anne	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
RENIER	Valérie	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
ZEN	Marina	Rue Omer Lescot 11 7334 HAUTRAGE
GACEM	Marie	Cité des Chauffours 12 7334 HAUTRAGE
DELBART	Mathilde	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
VANDEPLASSCHE	Sopjie	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
ROLLAND	Carine	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
GODART	Marc	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
HUANT	Catherine	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
DRAMAIX	Yvon	Rue Gustave Lhoir 115 7334 HAUTRAGE
POTTIEZ	Damien	Drève Royale 3 7334 HAUTRAGE
QUIQUAMPOIS STIEUEUNART	Jimmy Nicole	Chemin de Saint-Ghislain 19 7322 VILLE-POMMERCEUL
DETEIGE JACOBS		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
ANDRIN BOTTI		Chemin du Happart 4d 7322 VILLE-POMMERCEUL
VAN WEZEMAEL COLPAERT		Avenue de la Princesse 13 7322 VILLE-POMMERCEUL

Usines et Carrières Ernest Lebailly		Rue Forestière 17 7334 HAUTRAGE
PAGE	Mickaël	7322 VILLE-POMMERCEUL
TRIVIER	Monique	
PAGE	Anne-Muriel	
PAGE	Pierre-André	
CHOIR	Yvette	
CASTIAUX	Charles	
LATRAGNA POTIEZ		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
OBSOMER	Etienne	Chemin du Happart 1a 7322 VILLE-POMMERCEUL
SACCA	Michele	Chemin de Saint-Ghislain 3 7322 VILLE-POMMERCEUL
DELBECQ MATTON	Guy Josiane	Chemin d'Orange 4 7322 VILLE-POMMERCEUL
VAN RENTERGHEM	Jacques	Avenue de la Princesse 13 7322 VILLE-POMMERCEUL
BRISON	E.	Avenue de la Princesse 1 7322 VILLE-POMMERCEUL
LAURENT BELLANTONI	Valérie Domenico	Rue des Chauffours 81 7334 HAUTRAGE
BROUILLARD	Valérie Domenico	Chemin d'Orange 24 7322 VILLE-POMMERCEUL
VIVIER	Céline	Chemin d'Orange 24 7322 VILLE-POMMERCEUL
HONORE	Daniel	Rue Mont-Jacquot 13 7334 HAUTRAGE
FRUYTHOF	Marquita	Place de Saint Denis 1A 7034 OBOURG
JACOBS	Gaston	Genstesteenweg 307/A 9240 ZELE
DEFOSSE VERSET	R. B.	Chemin d'Orange 16 7322 VILLE-POMMERCEUL
LATRAGNA POTIEZ		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
ANDREANI	M.-C.	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Guy	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Cécile	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Audrey	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Estelle	7322 VILLE-POMMERCEUL
FAUCON SALIER	A. Fr.	Chemin d'Orange 41 7322 VILLE-POMMERCEUL
GARRIC	Roger	Chemin du Happart 4a 7322 VILLE-POMMERCEUL
DUPONT	Françoise	Rue Gustave Lhoir 31 7334 HAUTRAGE
DETEIGE JACOBS		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
BOUSMAR	Sylvie	Rue du Bois du Prince 90 7334 HAUTRAGE

DGO3 – Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement
Département de la Nature et des Forêts
Direction de Mons
7000 MONS

Vu la réunion d'information tenue le 22 octobre 2010 en application de l'article 4 du CWATUPE;

Vu la réunion de concertation tenue le 7 décembre 2010 en application de l'article 43 du CWATUPE;

Vu le procès verbal de cette réunion de concertation;

Vu l'avis du Conseil communal de Saint-Ghislain du 20 décembre 2010 qui décide :

- à l'unanimité de remettre un avis favorable sur le projet de révision partielle du plan de secteur;

- par 16 voix pour et 7 abstentions « de répondre favorablement à la demande de la société ZEEREC NV en supprimant de la compensation planologique 0,5 ha des terrains de la société ZEEREC NV et ainsi aboutir au final à une compensation en zone d'espaces verts de 4,65 ha »;

Vu l'avis du Collège communal de Saint-Ghislain du 21 décembre 2010 qui décide :

- « D'inviter M. le Ministre HENRY à solliciter un complément à l'enquête d'incidences afin de réexaminer le problème du charroi lié à l'exploitation de la carrière Bois du Prince à Hautrage.

- D'inviter M. le Ministre HENRY à être particulièrement attentif aux propositions alternatives concernant le problème du charroi émises par les riverains et reprises dans le procès-verbal de la réunion de concertation du 7 décembre 2010. »;

Vu la réunion organisée, à cet effet, à l'initiative du Ministre de l'Aménagement du territoire en date du 9 juin 2011 et rassemblant des représentants de son Cabinet, de la Ville de Saint-Ghislain, de la SA Lebailly, du comité de riverains, de la DGO3 et de la DGO4;

Vu, en conséquence, la convention signée, le 4 juillet 2011, entre la SA Lebailly, la Ville de Saint-Ghislain et l'ASBL SOS Hautrage afin de solutionner le problème du charroi;

Vu l'avis favorable du Conseil Wallon pour le Développement durable (CWEDD) donné le 25 octobre 2011;

Que cet avis indique que « l'auteur a livré une étude de qualité satisfaisante » et que « l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision »;

Que cet avis précise que « La zone d'extraction proposée en espaces verts est entièrement comblée. Or, grâce à une réhabilitation tenant compte d'impératifs écologiques, elle pourrait jouer son rôle de liaison entre le bois des Poteries et le Moulin à papier. Par ailleurs, cette zone participe à un cordon linéaire nord-sud qui assurerait un beau maillage écologique au niveau régional.

La zone d'activité économique industrielle attenante au site comporte des bâtiments en cours de démolition. La réhabilitation de la zone au titre d'espaces verts ne devrait idéalement se faire sans projet d'assainissement ou de restructuration de cette zone voisine;

Il serait dès lors important que la commune envisage la restauration complète de la zone via un projet cohérent qui assure la régénération du milieu naturel (cfr. article 37 du CWATUPE). L'auteur recommande à cet effet l'aménagement de la zone en espace de type parc semi-naturel avec sentier reliant les étangs du moulin avec le bois;

Que cet avis comporte en outre des remarques à l'autorité compétente relatives à l'octroi du permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, remarques libellées comme suit : « Bien que ces éléments relèvent de l'octroi du permis et non de la modification de plan de secteur, le CWEDD relaye dès à présent une série d'éléments auprès de l'autorité qui instruira le permis.

- examen de l'opportunité de mettre en place préalablement des mesures d'atténuation et de restauration de la zone boisée ayant été mise à blanc via des zones tampons en lisière à définir, et dont la végétation serait adaptée au contexte local;

- organiser la gestion des pourtours de la carrière et d'éventuelles zones déjà exploitées par l'exploitant;

- application de la charte concernant le charroi, les itinéraires, la sécurité routière et l'entretien des voiries;

- dépassements en matière de bruit au niveau de l'exploitation : prévoir des campagnes de mesure et des recommandations en vue de faire respecter les normes en vigueur;

- intervention du service archéologie préalablement aux travaux de découverte. »;

Vu l'avis favorable de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) du 24 novembre 2011; que cet avis indique que :

- La CRAT est favorable à l'inscription de la zone d'extraction et précise qu'« Elle constate que l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière existante apparaît indispensable pour assurer la poursuite de l'exploitation du grès de Villerot.

La Commission relève que de nombreuses considérations relatives à la problématique du charroi apparaissent dans l'enquête publique. Or, celles-ci ne relèvent pas de la présente demande de révision de plan de secteur. Afin de rencontrer les préoccupations des riverains, la Commission estime qu'une attention particulière devra être portée sur la question du charroi induit par la carrière lors de la procédure relative au permis d'environnement. »

- La CRAT est favorable à l'inscription de la zone d'espaces verts servant de compensation planologique;

- La CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité et précise qu'« Elle apprécie l'analyse complète des différents domaines environnementaux ainsi que la clarté et la lisibilité du document produit »;

Considérant que le Gouvernement wallon, après avoir examiné les réclamations formulées au cours de l'enquête publique et les avis exprimés entend y apporter les réponses suivantes;

Considérant tout d'abord qu'il n'y a pas d'obligation à rencontrer chaque réclamation de manière individuelle; que le particulier doit pouvoir déduire, même implicitement, de l'arrêté une réponse suffisante et adéquate à sa réclamation, que ce soit par une prise de position individuelle ou par une directive générale (C.E., 212.225, du 24 mars 2011, Havelange); que le caractère général du contenu du plan de secteur autorise le Gouvernement à n'énoncer que des directives générales pour répondre aux réclamations émises lors de l'enquête publique;

Qu'il y a donc lieu de considérer que la motivation de l'arrêté forme un tout; qu'il peut être répondu à une réclamation à l'occasion d'une autre réclamation ou être renvoyé à l'avis d'une autorité consultée;

Considérant qu'en outre un grand nombre de réclamations portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction; que la plupart de ces questions trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Que le Gouvernement estime que la réponse à certaines questions soulevées n'est donc à ce stade pas nécessaire pour qu'il puisse prendre sa décision en pleine connaissance de cause; qu'il n'est en effet pas approprié d'anticiper, au stade de la révision du plan de secteur, sur ces points qui relèvent du permis destiné à exécuter cette révision de plan;

Considérant que la quasi totalité des réclamations porte sur l'itinéraire emprunté et les nuisances engendrées par le charroi lié à l'exploitation de la carrière; qu'aucune réclamation ne remet en cause la pérennité de l'entreprise, bien au contraire;

Considérant que plusieurs réclamants estiment que « le projet ne doit pas aboutir à l'apparition de nuisances nouvelles ou supplémentaires pour un nombre accru de riverains de la carrière. Dès lors, l'utilisation éventuelle du Chemin d'Orange et/ou du Chemin du Happart à Ville-Pommerœul comme itinéraires alternatifs à l'itinéraire actuel n'est pas acceptable » car cela créerait des nouvelles nuisances à des riverains non concernés actuellement par les activités de la carrière;

Considérant que des réclamants demandent « qu'un circuit propre à la carrière pour rejoindre les grands axes soit trouvé et imposé pour mettre fin aux nuisances » ... et signalent également que « le propriétaire est partie prenante de toutes solutions qui lui permettraient de sortir par l'arrière de la carrière pour rejoindre la N50 directement. »;

Considérant que les riverains insistent sur le fait qu'il faut « trouver une solution durable aux nuisances (bruit, vibrations, vitesse, boue, poussières, perte de chargement, bris de pare-brise, non respect du code de la route,) engendrées par le charroi lié à l'exploitation de la carrière qui concernent 180 habitations, deux écoles et une salle de sports ainsi que la Grande Place du village. »;

Considérant que pour réduire les incidences dues au charroi lié à l'activité de la carrière en situation existante et projetée, différents itinéraires alternatifs ont été définis par l'étude d'incidences; que pour chaque alternative, les incidences ont été analysées;

Qu'en conclusion, il apparaît qu'aucun de ces itinéraires alternatifs n'apporte une réelle solution au problème posé par l'itinéraire actuel;

Considérant toutefois que le Gouvernement, sensible aux préoccupations des riverains, insiste pour que celles-ci soient examinées par l'étude d'incidences à réaliser au stade de la demande de permis unique et, s'il échet, pris en considération à l'occasion de la délivrance dudit permis;

Considérant qu'à court terme, le Gouvernement estime que l'itinéraire actuellement emprunté par le charroi lié à l'activité de la carrière doit être maintenu mais que les nuisances évoquées par les riverains doivent être solutionnées;

Considérant la réunion organisée, à cet effet, à l'initiative du Ministre de l'Aménagement du Territoire, en date du 9 juin 2011 et rassemblant des représentants de son Cabinet, de la Ville de Saint-Ghislain, de la SA Lebailly, du comité de riverains, de la DGO3 et de la DGO4;

Considérant la convention signée, le 4 juillet 2011, entre la SA Lebailly, la Ville de Saint-Ghislain et l'ASBL SOS Hautrage qui précise une série de mesures destinées à résoudre les nuisances liées au charroi;

Considérant que plusieurs réclamations portent sur la compensation planologique, que les questions concernent la quantité et la nature de cette compensation ainsi que sur les activités permises en zone d'espaces verts;

Considérant que des réclamants proposent la réduction de la compensation planologique au profit d'un lotissement d'habitations sur le site dit « Usines et Carrières Honoré »;

Considérant qu'il n'y pas de déficit en terrains destinés à l'habitat sur la commune de Saint-Ghislain;

Considérant par ailleurs que le Conseil communal de la Ville de Saint-Ghislain a décidé de proposer au Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions de réaménager le site dit « Usines et Carrières Honoré »; que dans ce cadre des précisions quant au périmètre et aux affectations pourront être envisagées; que ce n'est pas l'objet de la présente révision de plan de secteur;

Considérant que des réclamants estiment que « une affectation en zone d'espaces verts ne compense absolument pas une affectation en zone forestière » et que « du point de vue de la qualité biologique, il conviendrait de trouver une zone d'échange planologique présentant un réel intérêt biologique et qui mériterait une telle affectation »;

Considérant que la compensation respecte l'article 46 du CWATUPE qui indique notamment que la compensation en matière de révision de plan se traduit par « la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation »; qu'en l'espèce cette exigence est rencontrée;

Considérant que tant la CRAT en son avis du 24 novembre 2011 que le CWEDD en son avis du 25 octobre 2011 sont favorables à l'inscription de la zone d'espaces verts au lieu-dit « Carrière des Vaches » en guise de compensation planologique;

Que ce dernier avis précise que « La zone d'extraction proposée en espaces verts est entièrement comblée. Or, grâce à une réhabilitation tenant compte d'impératifs écologiques, elle pourrait jouer son rôle de liaison entre le bois des Poteries et le Moulin à papier. Par ailleurs, cette zone participe à un cordon linéaire nord-sud qui assurerait un beau maillage écologique au niveau régional;

Considérant qu'une réclamation de la propriétaire de la « Carrière des vaches » s'inquiète notamment de « la mise en zone verte » des terrains qu'elle a réhabilités à ses frais et sur lesquels elle a installé ses chevaux et en demande la libre utilisation;

Considérant que l'affectation en zone d'espaces verts n'est pas incompatible avec l'utilisation des terrains comme pâtures pour des chevaux;

Considérant, en conclusion, que, sur base des avis émis par le Conseil communal, la CRAT et le CWEDD, le Gouvernement wallon considère que l'extension de la carrière dite « Bois du Prince » se justifie et, confirmant le projet de révision du 26 août 2010 soumis à enquête publique, décide d'adopter définitivement la révision du plan de secteur en retenant, à cette fin, l'inscription au plan de secteur de Mons-Borinage :

- d'une zone d'extraction d'environ 4,5 ha sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Hautrage), dans le prolongement sud de l'exploitation actuelle, sur des terrains actuellement inscrits en zone forestière d'intérêt paysager;

- d'une zone d'espaces verts d'environ 5,0 ha au titre de compensation planologique sur des terrains actuellement inscrits en zone d'extraction au lieu-dit « Carrière des Vaches » sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Hautrage);

Sur proposition de son Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Mons-Borinage (planches 45/1 et 45/2) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Bois du Prince » et l'inscription d'une zone d'espace vert au lieu-dit « Carrière des vaches » sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain est adoptée définitivement conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La déclaration environnementale produite par le Gouvernement en application de l'article 44 du Code est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Mons-Borinage portant sur l'extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Bois du Prince » et l'inscription d'une zone d'espaces verts au lieu-dit « Carrière des Vaches » (planches 45/1 et 45/2) sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (ci-après : le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Mons-Borinage portant sur l'extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Bois du Prince » et l'inscription d'une zone d'espaces verts au lieu-dit « Carrière des Vaches » (planches 45/1 et 45/2) sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain. Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Elle résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

S'agissant d'un document de synthèse, la présente déclaration environnementale renvoie pour les détails et pour le surplus au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant ladite révision du plan de secteur.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le deuxième à la chronologie de la procédure de révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

1. Objet de la révision du plan de secteur

La présente révision du plan de secteur vise, en synthèse, à permettre la poursuite de l'exploitation existante du gisement « Grès de Villerot ». Ce gisement exploité dans la carrière dite « Bois du Prince » est, selon les connaissances actuelles, unique en Belgique.

La demande pour ce produit devrait rester stable dans le futur alors que les réserves comprises dans la zone d'extraction actuelle sont épuisées; par ailleurs, l'activité de la carrière génère 7 emplois directs et de 13 à 16 emplois indirects. Le gisement est repris à l'inventaire des ressources du sous-sol réalisé par le Laboratoire d'analyses litho-et zoostratigraphiques du Département de géologie de l'Université de Liège (Professeur POTY).

Cette révision du plan de secteur s'inscrit dans le droit fil de la note d'orientation adoptée par le Gouvernement wallon le 27 mars 2002 relative à la méthodologie de validation des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction dans les plans de secteurs. Aux termes de cette note, le Gouvernement a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'extension de zone d'extraction sur la base de la méthodologie suivante : vérification que la demande porte sur un site validé par l'étude précitée du professeur Poty, qu'elle correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation actuelle ne peut plus se poursuivre plus de six ans dans les limites autorisées, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles;

- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie.

La révision porte sur l'inscription au plan de secteur de Mons-Borinage :

- d'une zone d'extraction d'environ 4,5 ha sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Hautrage), dans le prolongement sud de l'exploitation actuelle, sur des terrains actuellement inscrits en zone forestière d'intérêt paysager;

- d'une zone d'espaces verts d'environ 5,0 ha au titre de compensation planologique sur des terrains actuellement inscrits en zone d'extraction au lieu-dit « Carrière des Vaches » sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Hautrage).

2. Chronologie de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur de Mons-Borinage a fait l'objet de la procédure prévue aux articles 42 à 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et s'est déroulée selon la chronologie suivante :

Le 27 mai 2004, le Gouvernement wallon a décidé la mise en révision du plan de secteur de Mons-Borinage (planches 45/1 et 45/2) et adopté l'avant-projet en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit « Bois du Prince ».

Suite à l'entrée en vigueur de l'article 46, § 1^{er}, 3^o du CWATUPE imposant un mécanisme de compensation en cas d'inscription au plan de secteur d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, le Gouvernement wallon a adopté, en date du 19 juillet 2007, un arrêté complétant l'arrêté précité par l'inscription au lieu-dit « Carrière des Vaches » d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique.

Par son arrêté du 21 février 2008, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur et a adopté le contenu de l'étude d'incidences de plan.

L'étude d'incidences de plan prescrite en application de l'article 42, alinéa 2, du Code a été confiée au bureau agréé ARIES Consultants à l'issue d'un marché public par procédure négociée.

Le 26 août 2010, sur la base de l'étude d'incidences précitée, le Gouvernement wallon a adopté provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Mons-Borinage.

L'enquête publique sur le projet de révision du plan de secteur s'est déroulée du lundi 18 octobre 2010 au mercredi 1^{er} décembre 2010 dans la commune de Saint-Ghislain.

La réunion d'information prévue durant l'enquête par l'article 4, alinéa 1,8^o du CWATUPE s'est tenue le 22 octobre 2010.

La réunion de concertation prévue à l'issue de l'enquête publique, en application de l'article 43 du Code, a quant à elle été organisée le 7 décembre 2010.

Le 20 décembre 2010, le Conseil communal de Saint-Ghislain a émis un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur.

En date du 21 décembre 2010, le Collège communal de Saint-Ghislain a décidé d'inviter le Ministre Henry à réexaminer le problème du charroi lié à l'exploitation de la carrière du « Bois du Prince » et à être attentif aux propositions alternatives émises par les riverains concernant le problème du charroi.

Enfin, le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable a remis un avis en date du 25 octobre 2011 et la Commission régionale d'Aménagement du Territoire en date du 24 novembre 2011. Ces avis sont assortis de remarques et d'observations développées dans l'arrêté.

Après avoir examiné les réclamations et avis exprimés, le Gouvernement wallon a adopté définitivement la révision du plan de secteur. Celle-ci porte sur l'inscription d'une zone d'extraction d'environ 4,5 ha sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Hautrage), dans le prolongement sud de l'exploitation actuelle et une zone d'espaces verts d'environ 5,0 ha au lieu-dit « Carrière des Vaches » sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Hautrage).

3. Considérations environnementales

Préalablement à l'analyse des considérations environnementales, il convient de souligner ici que le présent arrêté porte sur une révision de plan de secteur et non sur une demande de permis en vue de réaliser le projet sous-jacent à cette révision du plan. En conséquence, les observations émises dans le cadre de l'enquête publique, les différents avis émis au cours de la procédure de révision du plan de même que certaines des recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences qui ont trait à l'implantation et à l'exploitation du projet industriel sous-jacent, ne trouveront pas réponse ici mais bien dans le cadre de la procédure ultérieure de demande de permis unique.

I. Sur l'opportunité de la révision du plan de secteur

Il existe deux utilisations principales pour les roches extraites à la carrière du Bois du Prince :

- le « grès blanc » est vendu comme gravier ornemental, à haute valeur ajoutée;
- le « grès noir » est vendu pour les travaux de génie civil.

Les particularités lithologiques très spécifiques du Grès de Villerot (couleur constante et durable, forte résistance à l'usure, insensibilité au gel, faible porosité, insensibilité aux polluants) expliquent que la production de graviers ornementaux de ce type ne rencontre pas de forte concurrence commerciale directe. On peut dès lors estimer que la demande en « gravier blanc » va se maintenir dans le futur.

Néanmoins, les réserves en Grès de Villerot sont pratiquement épuisées à la carrière du Bois du Prince, ce qui justifie la présente demande de révision du plan de secteur.

Si l'on superpose la carte géologique de Wallonie et les zones d'extraction existantes au plan de secteur, on observe que, sans compter la carrière du Bois du Prince, la seule zone d'extraction couvrant le Grès de Villerot est celle de l'ancienne « carrière des Vaches », exploitée par le passé et comblée récemment.

Aucune zone d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur ne peut donc servir à l'exploitation du Grès de Villerot.

II. Localisation et délimitation

Dans le contexte carrier, le critère de localisation le plus important justifiant l'inscription de nouvelles zones d'extraction est lié à la présence d'un gisement.

Le gisement visé ici est constitué d'un grès montrant des caractéristiques uniques en termes de couleur et de résistance (usure, gel). Son extension est très limitée.

Une implantation différente impliquerait une exploitation complètement délocalisée d'un gisement différent. Le produit final destiné à la vente présenterait des caractéristiques différentes.

En termes de délimitation, le périmètre retenu est celui du projet de révision de plan de secteur validé par l'étude d'incidences de plan.

III. Cadre bâti

L'étude d'incidences considère que l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction au plan de secteur n'impliquera aucune incidence directe sur le cadre bâti. Aucune habitation ne se situe en effet à proximité directe de la zone d'extraction à inscrire; la plus proche est implantée à environ 200 mètres (en face de l'entrée de la carrière). En outre, l'inscription de la nouvelle zone d'extraction impliquant la poursuite de l'activité extractive dans des conditions similaires à celles connues actuellement, l'extraction de la roche s'effectuera à la pelleuse; aucun tir de mine n'aura dès lors lieu et aucune vibration ne sera donc susceptible d'occasionner des risques de dégradations aux bâtiments existants.

Par ailleurs, aucune incidence sur le cadre bâti n'est attendue suite à l'inscription d'une zone d'espaces verts sur le secteur de l'ancienne « Carrière des Vaches ».

En ce qui concerne les biens patrimoniaux, l'environnement direct des chapelles situées rue Forestière sera faiblement modifié suite à l'extension vers le sud de la fosse d'extraction existante. Aucune autre incidence n'est attendue sur ce patrimoine.

IV. Bruit et vibrations

L'étude d'incidences précise que l'extension de la zone d'extraction ne modifie pas les valeurs actuelles des niveaux de bruit et des vibrations. Aucun tir de mines et donc aucune vibration spécifique ne sont attendus sur la zone d'extraction.

L'opportunité de faire réaliser l'étude acoustique complémentaire recommandée par l'auteur de l'étude d'incidences afin de réduire les sources sonores existantes et les dépassements de seuil de bruits autorisés constatés sera examinée lors de la procédure de demande de permis.

V. Hydrogéologie et hydrologie

L'étude d'incidences fait apparaître qu'en situation actuelle, le ruisseau de Baudergnies est canalisé et détourné vers l'ouest. A l'avenir, aucune incidence supplémentaire n'est attendue sur son tracé.

Concernant les eaux souterraines, aucune prise d'eau n'est susceptible d'être affectée par le développement de l'activité extractive. La nappe contenue dans l'aquifère du Grès de Villerot ne revêt pas une importance majeure et n'est pas exploitée. L'impact sur le régime hydrogéologique peut être considéré comme négligeable.

VI. Topographie et paysage

L'étude d'incidences relève que l'extension vers le sud de la zone d'extraction maintiendra les incidences actuelles de la carrière sur les paysages : la zone d'extraction et son extension étant incluses au sein d'un bois, les paysages ne seront pas modifiés.

La seule incidence à attendre concerne la rue Forestière, dans la mesure où la nouvelle zone destinée à l'extraction longe cette voirie. Une bande boisée devrait y être maintenue le long de la fosse, limitant partiellement les vues. L'étude d'incidences y recommande d'épaissir le rideau de végétation limitant les vues vers la fosse d'extraction, recommandation dont la mise en œuvre relève du permis à délivrer.

Aucune incidence paysagère n'est attendue de l'inscription de la zone d'espaces verts au plan de secteur. Le paysage actuel devrait donc perdurer.

VII. Air, climat

Outre le fait que les considérations relatives à l'éventuelle pollution de l'air feront l'objet d'un examen au stade de la demande de permis, il y a lieu de préciser que le projet vise en réalité à la poursuite d'une activité existante et non à la création d'une nouvelle activité. En d'autres termes, il n'y a pas lieu de craindre des incidences plus importantes que celles existantes aujourd'hui.

L'activité de la carrière du Bois du Prince est génératrice de poussières : le traitement de la roche (concassage et criblage) d'une part et le transport des granulats d'autre part impliquent en effet la formation et la mise en suspension de poussières.

L'étude d'incidences suggère diverses dispositions visant à limiter l'émission de poussières au sein du site. On peut citer le capotage des installations de traitements, le bâchage des camions, le lavage des roues des camions sortant du site,

Ces dispositions sont reprises dans la convention signée, le 4 juillet 2011, entre la SA Lebailly, la Ville de Saint-Ghislain et l'ASBL SOS Hautrage qui précise une série de mesures destinées à résoudre les nuisances liées au charroi.

VIII. La faune, la flore et la biodiversité

L'exploitation de la nouvelle zone d'extraction aura pour effet de détruire les milieux de grand intérêt biologique qui y sont présents. Cependant, dans la mesure où la zone concernée par l'avant projet est entourée d'une vaste zone boisée où se rencontrent les mêmes milieux, la modification de la zone n'entraînera pas de disparition, au niveau plus large de la commune, ni de ces biotopes, ni des espèces présentes.

IX. Natura 2000

Aucune incidence n'est attendue sur les sites Natura 2000 localisés à proximité des zones à inscrire.

X. Mobilité - Charroi

L'étude d'incidences révèle que le charroi lié à l'activité de la carrière du Bois du Prince a très peu d'incidences en terme de mobilité.

Cependant, l'itinéraire emprunté par les camions apparaît problématique pour plusieurs raisons : le passage par le centre d'Hautrage, le passage à proximité de bâtiments scolaires et du centre sportif et le passage à proximité de 180 habitations;

Aucune des alternatives étudiées par l'étude d'incidences de plan n'est apparue comme satisfaisante.

C'est pourquoi, après avoir étudié les propositions soumises par les riverains dans le cadre de l'enquête publique, le Gouvernement a pris la décision de maintenir l'itinéraire actuel.

L'étude d'incidences recommande cependant des aménagements destinés à améliorer la sécurité sur les voiries empruntées par les camions, à savoir l'interdiction de l'accès des poids lourds au centre de Hautrage aux heures d'entrée et de sortie des écoles et le nettoyage systématique, par le carrier, des voiries empruntées par les camions.

La convention signée, le 4 juillet 2011, entre la SA Lebailly, la Ville de Saint-Ghislain et l'ASBL SOS Hautrage précise une série de mesures destinées à résoudre les nuisances liées au charroi.

Toutes ces considérations relatives au charroi seront examinées dans le cadre de la procédure de permis.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Mons-Borinage portant sur l'extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Bois du Prince » et l'inscription d'une zone d'espaces verts au lieu-dit « Carrière des Vaches » (planches 45/1 et 45/2) sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Avis de la CRAT relatif au projet de révision du plan de secteur de Mons-Borinage en vue de l'extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Bois du Prince » et de l'inscription d'une zone d'espaces verts au lieu-dit « Carrière des Vaches » à SAINT-GHISLAIN

1. INTRODUCTION

1.1. Saisine et réponse

- Par son courrier reçu le 3 octobre 2011, la DGO4 a sollicité l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) sur ledit projet.

- Conformément à l'article 43, § 4 du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.

- La CRAT a pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

1.2. Rétroactes

- Le 13 novembre 2007, la CRAT a remis un avis favorable sur le projet d'arrêté et sur le projet du contenu de l'étude d'incidences (Réf. : 07/CART A.639-AN);

- Le 10 mars 2009, la CRAT a émis des remarques relatives à la 1^{re} phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction et s'est déclarée favorable à la poursuite de l'étude (Réf. 09/CRAT A.770-AN);

- Le 14 janvier 2010, la CRAT a formulé des remarques concernant la 2^e phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction et s'est déclarée favorable à la poursuite de la procédure (Réf. : 10/CRAT A867-AN).

1.3. Description du projet

Le Gouvernement wallon a décidé la révision du plan de secteur de Mons-Borinage en vue d'inscrire :

- une zone d'extraction d'environ 4,5 ha dans le prolongement sud de l'actuelle carrière dite « Bois du prince » à Hautrage;

- une zone d'espaces verts d'environ 5 ha au lieu-dit « Carrière des Vaches » à Hautrage.

2. AVIS

2.1. Sur la zone d'extraction dans le prolongement sud de l'actuelle carrière dite « Bois du Prince »

La CRAT est favorable à l'inscription de la zone d'extraction.

Elle constate que l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière existante apparaît indispensable pour assurer la poursuite de l'exploitation du grès de Villerot.

La Commission relève que de nombreuses considérations relatives à la problématique du charroi apparaissent dans l'enquête publique. Or, celles-ci ne relèvent pas de la présente demande de révision de plan de secteur. Afin de rencontrer les préoccupations des riverains, la Commission estime qu'une attention particulière devra être portée sur la question du charroi induit par la carrière lors de la procédure relative au permis d'environnement.

2.2. Sur la zone d'espaces verts

La CRAT est favorable à l'inscription de la zone d'espaces verts servant de compensation planologique.

Elle relève que l'ancienne carrière des Vaches a été pleinement exploitée et qu'aujourd'hui remblayée, elle comprend certaines zones présentant un intérêt biologique.

2.3. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité.

Elle apprécie l'analyse complète des différents domaines environnementaux ainsi que la clarté et la lisibilité du document produit. Elle relève également que les remarques qu'elle avait formulées au cours de la procédure ont été prises en compte par l'auteur d'étude.



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE
 DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE (DGO 4)
 DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 DIRECTION DE L'AMENAGEMENT REGIONAL



REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE MONS - BORINAGE
 Inscription d'une zone d'extraction
 en extension de la zone d'extraction de la carrière du « Bois du Prince »,
 et d'une zone d'espaces verts en compensation,
 sur la commune de SAINT-GHISLAIN

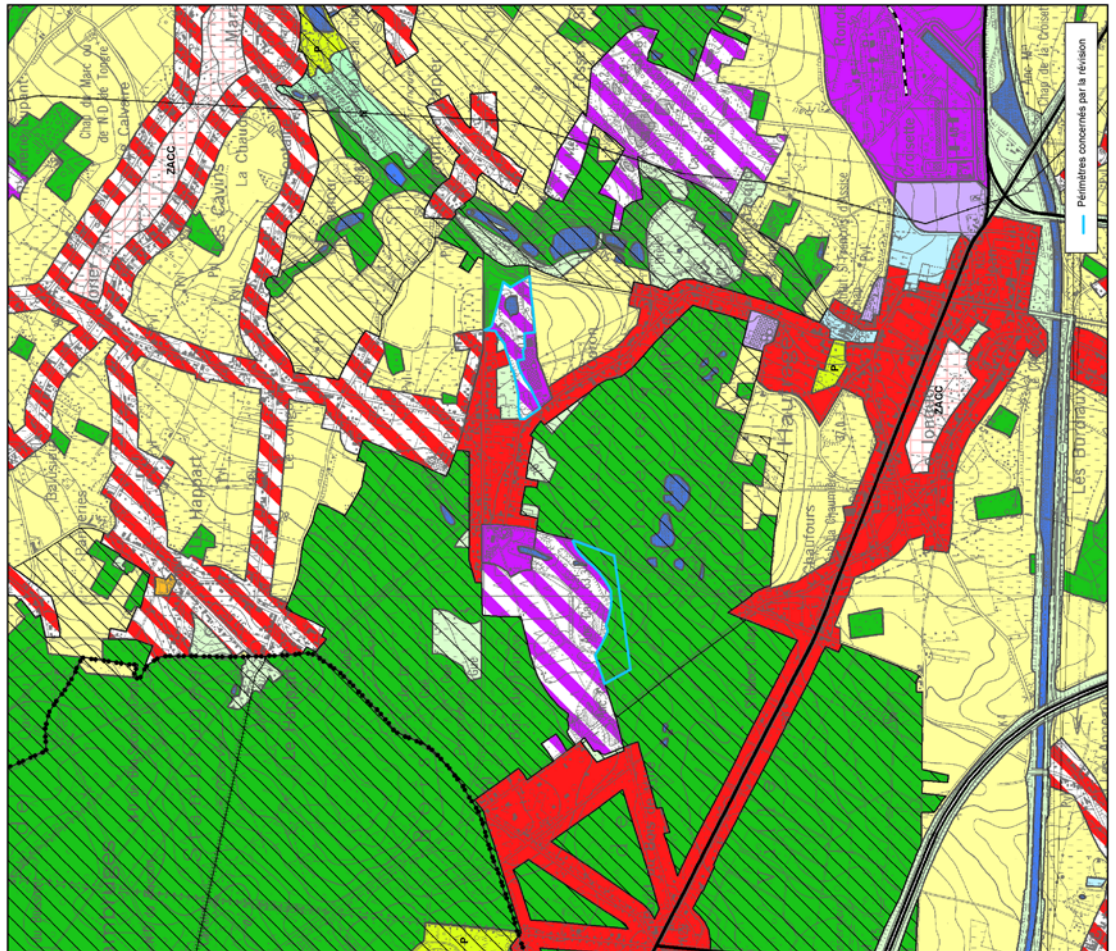
Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre de l'Environnement,
 de l'Aménagement du Territoire
 et de la Mobilité

Philippe HENRY

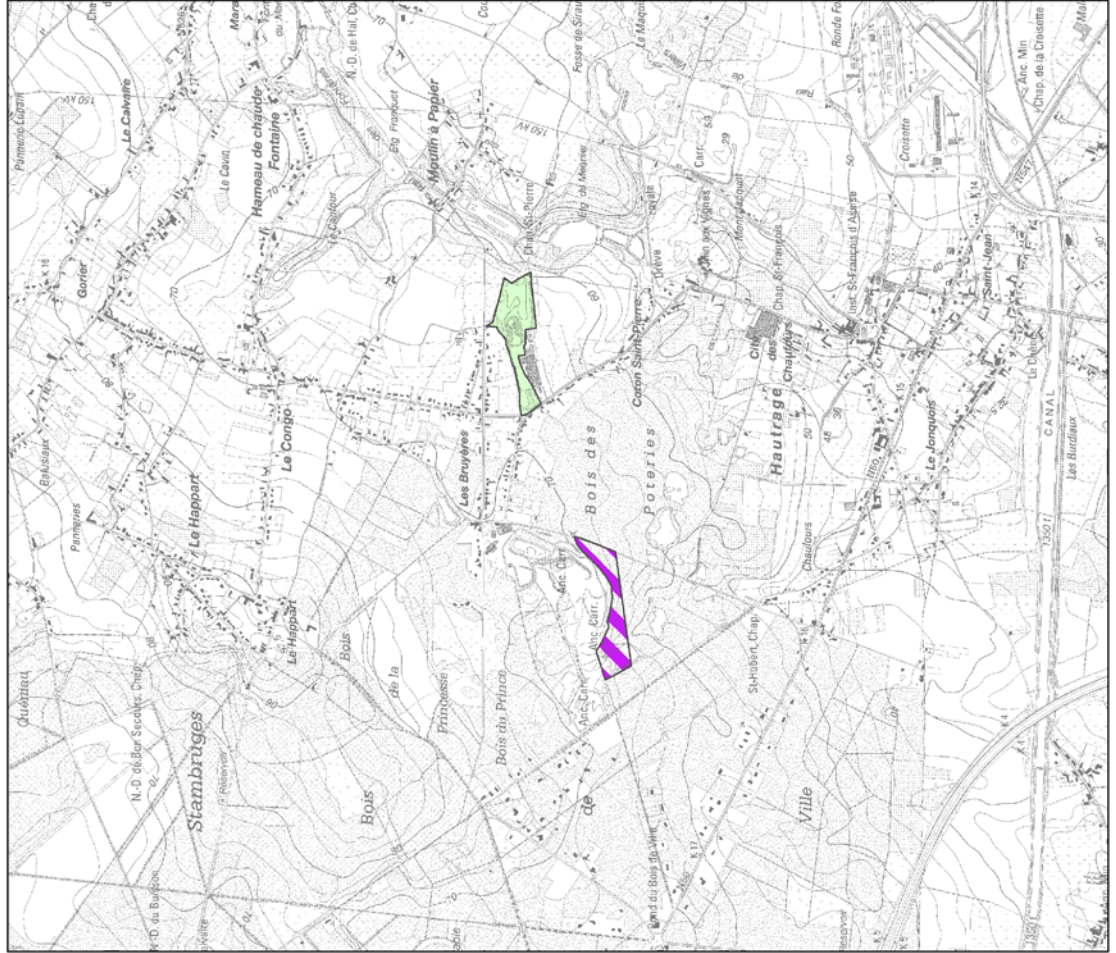
Rudy DEMOTTE

DECOURPAGE I.G.N.	450m	450m
	450m	450m

PLAN DE SECTEUR INITIAL adapté sur base des modifications du CIWATUP, ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



REVISION DE PLAN DE SECTEUR



La carte originale est établie au 1/10 000

0 100 200 400 600 800 1000 1200 1400 1600 1800 2000 Mètres

SPW / DGO4 / DGATPE / DAU / DAR / MD / PB Dossier : D5000/032SREV14 - 01.02.2012

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2012/27124]

28. JUNI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und zwecks der Eintragung eines Grüngebiets an der Ortslage "Carrière des Vaches" (Karten 45/1 und 45/2) auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere Art. 19, 22, 23, 25, 32, 37 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums ("Schéma de développement de l'espace régional", SDER) und in der Erwägung, dass die berücksichtigte Option hinsichtlich des Schutzes und der Verwaltung der Bodenschätze darin besteht, den Raumbedürfnissen für die Abbautätigkeit eine Antwort für die kommenden dreißig Jahre zu geben;

In Erwägung des am 20. Januar 2000 angenommenen Vertrags für die Zukunft der Wallonie, der in seinem Blatt 70.3 über die Bodenschätze den Willen der Regierung ausdrücklich erwähnt, eine verantwortungsbewusste Verwaltung dieser vorzunehmen, indem sie den berechtigten Entwicklungsbedarf des Sektors mit den Bestimmungen bezüglich der Raumordnung und denjenigen, die sich auf die Lebensqualität der Wallonen beziehen und ebenso berechtigt sind, zu vereinbaren beabsichtigt.

In der Erwägung, dass sich die zwischen 1977 und 1987 verabschiedeten Sektorenpläne auf sozioökonomische Bedürfnisse gründeten, die voraussichtlich in den nächsten zehn Jahren geschätzt wurden;

In der Erwägung, dass sie seitdem nur Gegenstand einer beschränkten Anzahl Teilrevisionen und keiner Gesamtrevision gewesen sind;

In der Erwägung, dass demzufolge die Vorkommen innerhalb zahlreicher bewirtschafteter Abbaugebiete erschöpft sind oder bald erschöpft sein werden;

In der Erwägung, dass infolgedessen die Weiterführung dieser Bewirtschaftungen der Revision gewisser Sektorenpläne bedarf;

In der Erwägung, dass die Bodenschätze keine erneuerbaren Ressourcen sind und dass folglich der Fortbestand der Abbautätigkeit im Gegensatz zu den sonstigen wirtschaftlichen Tätigkeiten unvermeidlich Raumverbrauch voraussetzt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 27. März 2002 den Minister der Raumordnung damit beauftragt hat, die Akten bezüglich der Anträge auf eine Eintragung von Abbaugebieten auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen: Überprüfung durch die Verwaltung, dass der Antrag ein Vorkommen betrifft, das in der dem Laboratorium für litho- und zoostratigraphische Analysen der Abteilung Geologie der Universität Lüttich (Professor E. Poty) anvertrauten Studie für geeignet erklärt worden ist, dass der besagte Antrag einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs auf Ebene der Wirtschaft, der Beschäftigung und der nachhaltigen Mobilität entspricht, und dass er mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt:

- Der Betrieb darf innerhalb der heutigen Begrenzungen der im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiete und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als sechs Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen, die in dem strategischen Plan begründet worden sind;

- Der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential für einen Baustoff beizubehalten, der als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. November 1983 zur Festlegung des Sektorenplans Mons-Borinage, abgeändert insbesondere durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 1991 über die Eintragung der Trasse der elektrischen Freileitung H.T. 150-30 Kv zwischen den Posten "Air liquide" und "Baudour", durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 1997 über die Eintragung eines spezifischen Gebiets zur Errichtung eines Thermalzentrums in Baudour und über die Eintragung eines Gebiets für Dienstleistungen auf dem Universitätscampus, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 1999 zwecks der Eintragung eines mit dem Überdruck "C.E.T." versehenen Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen zur Ansiedlung und Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums und zwecks Eintragung eines Grüngebiets, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2002 zur Genehmigung der Erweiterung der Sandgrube SA Laurent, und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004 zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Mons am Ort genannt "Vieille Haine", der teilweisen Stilllegung des industriellen Gewerbegebiets "Ghlin-Baudour" auf dem Gebiet der Gemeinden Mons (Jemappes), Quaregnon und Saint-Ghislain (Baudour), der Stilllegung der gemischten Gewerbegebiete "Gronde" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain (Baudour) und der Stilllegung der gemischten Gewerbegebiete "Le Culot" auf dem Gebiet der Gemeinde Quaregnon (Wasmuel);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Mons-Borinage einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in der südlichen Verlängerung des gegenwärtigen Steinbruchs genannt "Bois du Prince", zur Festlegung des Entwurfs zum Inhalt der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung und der unterzeichneten Karte zur Darstellung des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans, die ein fester Bestandteil dieses Erlasses ist;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des Artikels 46, § 1, Absatz 2, Punkt 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe in seiner durch das Programmdekret zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung voraussetzen, dass die durch den am 27. Mai 2004 angenommenen Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vorgesehene Eintragung des Abbaugebiets dadurch ausgeglichen wird, dass bestehende, für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete gleichwertig in Gebiete umgewandelt werden, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, oder durch jegliche von der Regierung festgelegte alternative Ausgleichsmaßnahme;

Aufgrund, infolgedessen, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007, durch den der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Mons-Borinage einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision des Plans zwecks der Eintragung auf dem Gebiet von Saint-Ghislain eines Abbaugebiets in der südlichen Verlängerung des gegenwärtigen Steinbruchs genannt "Bois du Prince" durch die Eintragung am Ort genannt "Carrière des Vaches" eines Grüngiebts als raumplanerischer Ausgleich ergänzt wird (Karten 45/1 et 45/2);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und der Eintragung eines Grüngiebts am Ort genannt "Carrière des Vaches" (Karten 45/1 und 45/2) durchführen zu lassen, und zur Annahme des Inhalts der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplans, die von dem gemäß Artikel 42 Absatz 4 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen Büro "ARIES Consultants" durchgeführt worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2010 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und zwecks der Eintragung eines Grüngiebts an der Ortslage "Carrière des Vaches" (Karten 45/1 und 45/2) in der Gemeinde Saint-Ghislain;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung, die vom 18. Oktober 2010 bis zum 1. Dezember 2010 auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain stattfand, und der Beschwerden und Bemerkungen, die damals geäußert und wie folgt aufgenommen wurden:

LAURENT	Marie-Ange	Rue Gustave Lhoir 65 7334 HAUTRAGE
NICOLAS	Charlotte	Rue Gustave Lhoir 151 7334 HAUTRAGE
DIVANNI	Christophe	Rue Gustave Lhoir 106 7334 HAUTRAGE
BERLEMONT	Loic	Rue Gustave Lhoir 118 7334 HAUTRAGE
DELVIGNE	Isabelle	Rue Gustave Lhoir 149 7334 HAUTRAGE
ANCELIN	Christiane	Rue Gustave Lhoir 57 7334 HAUTRAGE
KOPYDLOWSKI	Franz	Rue Gustave Lhoir 57 7334 HAUTRAGE
DEGLASSE	Françoise	Rue Gustave Lhoir 45 7334 HAUTRAGE
MACKIW	Zonia	Rue Gustave Lhoir 61 7334 HAUTRAGE
BRULARD	Simone	Rue Gustave Lhoir 95 7334 HAUTRAGE
NION	Colette	Rue Gustave Lhoir 117 7334 HAUTRAGE
QUINTARD	Pol	Rue Bois du Prince 37 7334 HAUTRAGE
DELCOURT	Paul	Rue Bois du Prince 43 7334 HAUTRAGE
FOURNIER	Lisette	Rue Bois du Prince 34 7334 HAUTRAGE
OLIVIER	Laurence	Rue Gustave Lhoir 127 7334 HAUTRAGE
WAROQUIER	Rudy	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
QUITTELIER	Noëlla	Place Saint Pierre 8 7334 HAUTRAGE
PARET	J.P.	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
DE GROOTE	Virginie	Place Saint Pierre 11 7334 HAUTRAGE
DEMOULIN	Florence	Rue Bois du Prince 65 7334 HAUTRAGE
DEPRETER	M.P.	Rue Forestière 7334 HAUTRAGE
DUQUENNE	Berangère	Rue Gustave Lhoir 106 7334 HAUTRAGE

GILMANT	Gilberte	Rue Gustave Lhoir 91 7334 HAUTRAGE
STRADY	Jean	Rue Bois du Prince 36 7334 HAUTRAGE
DATH	Dany	Rue Gustave Lhoir 58 7334 HAUTRAGE
LEMAL	Nancy	Rue Gustave Lhoir 91 7334 HAUTRAGE
ANDRE	Ch	Rue Bois du Prince 61 7334 HAUTRAGE
ANDRE	Christine	Rue Bois du Prince 63 7334 HAUTRAGE
DESCHEPPER	Marie	Rue Bois du Prince 60 7334 HAUTRAGE
CHARLES	Vincent	Rue Bois du Prince 58 7334 HAUTRAGE
PETIT	Francis	Rue Bois du Prince 60 7334 HAUTRAGE
ROUSSEAU	Jean-Pierre	Rue Bois du Prince 57 7334 HAUTRAGE
ROUSSEAU	Robert	Rue Bois du Prince 57 7334 HAUTRAGE
BRION	Christophe	Rue Gustave Miroir 24 7334 HAUTRAGE
GOSSELIN	Françoise	Rue Bois du Prince 58 7334 HAUTRAGE
FAGNIART	Luce	Rue Gustave Lhoir 1 7334 HAUTRAGE
DE GROOTE	Gabriel	Rue Gustave Lhoir 1 7334 HAUTRAGE
KOVARSKI	Jean	Rue Gustave Lhoir 45 7334 HAUTRAGE
LORENTIN	Olivier	Rue Gustave Lhoir 127 7334 HAUTRAGE
FAGNIART	Luc	Rue Gustave Lhoir 65 7334 HAUTRAGE
CHEVALIER	Josiane	Rue Bois du Prince 45 7334 HAUTRAGE
SANCASSIANI	Angelina	Rue Gustave Lhoir 58 7334 HAUTRAGE
WALLON	Fabrice	Place Saint-Pierre 11 7334 HAUTRAGE
VAN HEYE	M.	Rue Bois du Prince 30 7334 HAUTRAGE
SCOLLARI	CARMELA	Rue Gustave Lhoir 129 7334 HAUTRAGE
WALLON	Charlotte	Place 42 7334 HAUTRAGE
DELHAYE	Michel	Rue Gustave Lhoir 119 7334 HAUTRAGE
BREUSE	Christine	Rue Octave Mahieu 41 7334 HAUTRAGE
MORA CUEVAS	Catalina	Rue Gustave Lhoir 56 7334 HAUTRAGE
MICHEL	Dany	Rue Gustave Lhoir 56 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Howard	Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Bertrand	Rue Gustave Lhoir 137 7334 HAUTRAGE
MERPOEL	Catherine	Rue Gustave Lhoir 137 7334 HAUTRAGE

COLLIN	Christelle	Rue Gustave Lhoir 147 7334 HAUTRAGE
DUNCAN	Glen	Rue Gustave Lhoir 147 7334 HAUTRAGE
ZAGARELLA	Melina	Rue Forestière 12 7334 HAUTRAGE
DZIWULSKYJ	Ludovic	Rue Forestière 12 7334 HAUTRAGE
AMARU	Laetitia	Rue Forestière 10 7334 HAUTRAGE
WATELET	Michaël	Rue Forestière 16 7334 HAUTRAGE
MEUNIER	Virginie	Rue Forestière 16 7334 HAUTRAGE
COUVREUR	Martine	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
QUENEHEN	Dany	Rue Bois du Prince 70 7334 HAUTRAGE
LEDOUX	Paulette	Rue Bois du Prince 16 7334 HAUTRAGE
POTTIEZ	E.	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
DUMONT	Monica	Rue Gustave Lhoir 104 7334 HAUTRAGE
LESTRADE	Edgard	Rue Gustave Lhoir 95 7334 HAUTRAGE
FAUVEAUX	Christophe	Rue Bois du Prince 65 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE DURIEUX	Delphine Christophe	Rue Gustave Lhoir 94 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE	Delphine	Rue Gustave Lhoir 94 7334 HAUTRAGE
CARBONNELLE	Joel	Rue Gustave Lhoir 88 7334 HAUTRAGE
MIROIR	Monique	Rue Gustave Lhoir 99 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE	Julien	Rue Gustave Lhoir 90 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	André	Rue Gustave Lhoir 117 7334 HAUTRAGE
FAUVEAUX	Francis	Rue Bois du Prince 67 7334 HAUTRAGE
CAULIER	P.	Rue Bois du Prince 70 7334 HAUTRAGE
JULIEN	Marie	Rue Bois du Prince 67 7334 HAUTRAGE
FRICQ	Julien	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
GREMEAUX	Jacqueline	Rue Gustave Lhoir 119 7334 HAUTRAGE
LORENZIN	Dino	Rue Gustave Lhoir 129 7334 HAUTRAGE
BRAU	Jean-Luc	Rue Gustave Lhoir 48 7334 HAUTRAGE
HANSEZ	Audrey	Place Saint-Pierre 7334 HAUTRAGE
PAULART	Alain	Place Saint Pierre 8 7334 HAUTRAGE
FABROT	Christelle	Rue Gustave Lhoir 131 7334 HAUTRAGE
WAROQUIER	Maxime	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE

TORWES	Didier	Rue Gustave Lhoir 61 7334 HAUTRAGE
CARTON	M.	Rue du 100 ^e Anniversaire 7334 HAUTRAGE
DEDISSE	Jean-Pierre	Rue Bois du Prince 38 7334 HAUTRAGE
CHARLIER	Elisabeth	Rue Bois du Prince 38 7334 HAUTRAGE
SAINT	Lucien	Rue Bois du Prince 16 7334 HAUTRAGE
LORENZIN	Jeanine	Rue Gustave Lhoir 108 7334 HAUTRAGE
LENNE	André	Rue Gustave Lhoir 108 7334 HAUTRAGE
FRICQ	Jean-Michel	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
PARET	Rémy	Place d'Hautrage 7334 HAUTRAGE
MORIAME	Isabelle	Rue Gustave Lhoir 48 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Martine	Rue Gustave Lhoir 115 7334 HAUTRAGE
PRZYKLENK	Amékie	Rue Gustave Lhoir 118 7334 HAUTRAGE
PARET	Romain	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Adeline	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
TERLINCK	Michel	Rue Gustave Lhoir 31 7334 HAUTRAGE
CORDIER	Charlène	Rue Octave Mahieu 8 7334 HAUTRAGE
LAMLIN	Liliane	Rue Gustave Miroir 22 7334 HAUTRAGE
HEYMANS	Robecca	Rue Gustave Miroir 11 7334 HAUTRAGE
VANDEVELDE	Françis	Rue Gustave Miroir 11 7334 HAUTRAGE
MARCHAND	Sabrina	Place d'Hautrage 30 7334 HAUTRAGE
SCHOONJANS	Nathalie	Place d'Hautrage 40 7334 HAUTRAGE
LECLERCQ		Place 22 7334 HAUTRAGE
KUMINEZAK	Béatrice	Rue Gustave Lhoir 88 7334 HAUTRAGE
LEROY	Joëlle	Rue Gustave Lhoir 121 7334 HAUTRAGE
PAULART	Frédéric	Rue Gustave Lhoir 131 7334 HAUTRAGE
MIROIR	Véronique	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
WACHEL	Christiane	Rue Gustave Lhoir 46 7334 HAUTRAGE
MAYEUR	Vincent	Rue Gustave Lhoir 35 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Marylène	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
VANCOPPENOLLE	Noëlla	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
D'ALFONSO	Alexandro	Rue Gustave Lhoir 104 7334 HAUTRAGE

NISOLLE	Danielle	Rue Bois du Prince 36 7334 HAUTRAGE
CARTON	Willy	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
DESMET	Bertha	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
JEUNIEAUX	Marie France	Rue Gustave Lhoir 125 7334 HAUTRAGE
HANSEZ	Jean-Marc	Rue Gustave Lhoir 125 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Patrick	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
CAULIER	Marie	Rue Gustave Miroir 24 7334 HAUTRAGE
D'HAENENS	Noëlle	Rue Gustave Lhoir 36 7334 HAUTRAGE
WISEUR		Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
TREFOIS	Michel	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE
SIMON	Christophe	Place d'Hautrage 40 7334 HAUTRAGE
CSUKO	Corentin	Place d'Hautrage 26 7334 HAUTRAGE
L'AVICCHIA	Maria-Louisa	Place d'Hautrage 24 7334 HAUTRAGE
ROULET	Corentino	Place d'Hautrage 26 7334 HAUTRAGE
HISMANS	Jacques	Rue Gustave Lhoir 121 7334 HAUTRAGE
DUPONT	Muriel	Rue Gustave Lhoir 20 7334 HAUTRAGE
GONTHIEZ	Josée	Rue Gustave Lhoir 14 7334 HAUTRAGE
GUIGLIA	Jeanna	Place Saint-Pierre 15 7334 HAUTRAGE
LOISEAUT		Rue Gustave Lhoir 10 7334 HAUTRAGE
QUENEHEN	Nelly	Rue Gustave Lhoir 12 7334 HAUTRAGE
LOMBRY	Dominique	Rue Gustave Mahieu 41 7334 HAUTRAGE
BOUCHEZ BAUDRY		Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
DUVEILLER	Jean	Place 42 7334 HAUTRAGE
BLOND	Benoit	Rue Octave Mahieu 8 7334 HAUTRAGE
DUFRASNES	Laurent	Rue Gustave Lhoir 79 7334 HAUTRAGE
DEFRISE	Viviane	Rue Gustave Lhoir 85 7334 HAUTRAGE
LECLERCQ	Christian	Rue Gustave Lhoir 85 7334 HAUTRAGE
VAN BREETWATER	Yvon	Rue Gustave Lhoir 81 7334 HAUTRAGE
DUBUS	Christine	Rue Gustave Lhoir 81/1 7334 HAUTRAGE
CARTON	Jenny	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
DUFOUR	Maria	Rue Gustave Lhoir 15 7334 HAUTRAGE

DELVAUX	Patricia	Rue Gustave Lhoir 11 7334 HAUTRAGE
BAVIER	Gérard	Rue Gustave Lhoir 11 7334 HAUTRAGE
GALANT	Sybile	Rue Gustave Lhoir 79 7334 HAUTRAGE
DUMOULIN PYCLINDANSKI	Christiane Edouard	Rue Gustave Lhoir 20 7334 HAUTRAGE
TREFOIS	Julien	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE
LEPAPE	Brigitte	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE
MAYEUR	Jacques	Rue Gustave Lhoir 35/1 7334 HAUTRAGE
DUFOUR	Maria	Rue Gustave Lhoir 15 7334 HAUTRAGE
DESVACHEZ	Huguette	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
MEYER	Hélène	Rue Gustave Lhoir 112 7334 HAUTRAGE
BAVIER	Eddy	Rue Octave Mahieu 10 7334 HAUTRAGE
DEVLEESCHOUWER	Marie-Jeanne	Rue Octave Mahieu 10 7334 HAUTRAGE
STICCA	Pierre	Rue Bois du Prince 62 7334 HAUTRAGE
CLAEYS	Francine	Rue Bois du Prince 22 7334 HAUTRAGE
HEURGUIER	Catherine	Rue Gustave Lhoir 114 7334 HAUTRAGE
FRANCOIS	Jean-Paul	Rue Gustave Lhoir 114 7334 HAUTRAGE
VRAND	Carine	Rue Bois du Prince 62 7334 HAUTRAGE
BUSCEMI	Marielle	Rue Gustave Lhoir 62 7334 HAUTRAGE
SNOOCK	Denis	Rue Gustave Lhoir 62 7334 HAUTRAGE
DE LAMINNE	Sylvie	Rue Gustave Lhoir 53 7334 HAUTRAGE
LAVENNE	Armand	Rue Gustave Lhoir 53 7334 HAUTRAGE
RENIER	Claude	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
LESCOT	Marie-Anne	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
RENIER	Valérie	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
ZEN	Marina	Rue Omer Lescot 11 7334 HAUTRAGE
GACEM	Marie	Cité des Chauffours 12 7334 HAUTRAGE
DELBART	Mathilde	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
VANDEPLASSCHE	Sopjie	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
ROLLAND	Carine	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
GODART	Marc	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
HUANT	Catherine	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE

DRAMAIX	Yvon	Rue Gustave Lhoir 115 7334 HAUTRAGE
POTTIEZ	Damien	Drève Royale 3 7334 HAUTRAGE
QUIQUAMPOIS STIEUEUNART	Jimmy Nicole	Chemin de Saint-Ghislain 19 7322 VILLE-POMMERCEUL
DETEIGE JACOBS		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
ANDRIN BOTTI		Chemin du Happart 4d 7322 VILLE-POMMERCEUL
VAN WEZEMAEL COLPAERT		Avenue de la Princesse 13 7322 VILLE-POMMERCEUL
Werke und Steinbrüche Ernest Lebailly		Rue Forestière 17 7334 HAUTRAGE
PAGE TRIVIER	Mickaël Monique	7322 VILLE-POMMERCEUL
PAGE PAGE CHOIR CASTIAUX	Anne-Muriel Pierre-André Yvette Charles	
LATRAGNA POTIEZ		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
OBSOMER	Etienne	Chemin du Happart 1a 7322 VILLE-POMMERCEUL
SACCA	Michele	Chemin de Saint-Ghislain 3 7322 VILLE-POMMERCEUL
DELBECQ MATTON	Guy Josiane	Chemin d'Orange 4 7322 VILLE-POMMERCEUL
VAN RENTERGHEM	Jacques	Avenue de la Princesse 13 7322 VILLE-POMMERCEUL
BRISON	E.	Avenue de la Princesse 1 7322 VILLE-POMMERCEUL
LAURENT BELLANTONI	Valérie Domenico	Rue des Chauffours 81 7334 HAUTRAGE
BROUILLARD	Valérie Domenico	Chemin d'Orange 24 7322 VILLE-POMMERCEUL
VIVIER	Céline	Chemin d'Orange 24 7322 VILLE-POMMERCEUL
HONORE	Daniel	Rue Mont-Jacquot 13 7334 HAUTRAGE
FRUYTHOF	Marquita	Place de Saint Denis 1a 7034 OBOURG
JACOBS	Gaston	Gentsesteenweg 307/A 9240 ZELE
DEFOSSE VERSET	R. B.	Chemin d'Orange 16 7322 VILLE-POMMERCEUL
LATRAGNA POTIEZ		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
ANDREANI	M.C.	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Guy	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Cécile	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Audrey	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Estelle	7322 VILLE-POMMERCEUL
FAUCON SALIER	A. Fr.	Chemin d'Orange 41 7322 VILLE-POMMERCEUL
GARRIC	Roger	Chemin du Happart 4a 7322 VILLE-POMMERCEUL
DUPONT	Françoise	Rue Gustave Lhoir 31 7334 HAUTRAGE
DETEIGE JACOBS		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL

BOUSMAR

Sylvie

Rue du Bois du Prince 90
7334 HAUTRAGE

DGO3 – Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt
Abteilung Natur und Forstwesen
Direktion Mons
7000 MONS

Aufgrund der in Anwendung von Artikel 4 des CWATUPE am 22. Oktober 2010 gehaltenen Informationsversammlungen;

Aufgrund der in Anwendung von Artikel 43 des CWATUPE am 7. Dezember 2010 gehaltenen Konzertierungsversammlung;

Aufgrund des Protokolls dieser Konzertierungsversammlung;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates Saint-Ghislain vom 20. Dezember 2010, durch welches:

- einstimmig beschlossen wird, ein günstiges Gutachten über den Entwurf zur Teilrevision des Sektorenplans abzugeben;

- mit 16 Ja-Stimmen und 7 Stimmenthaltungen beschlossen wird, "dem Antrag der Gesellschaft ZEEREC NV stattzugeben, indem im raumplanerischen Ausgleich 0,5 ha der der Gesellschaft ZEEREC NV gehörenden Grundstücke gestrichen werden, um damit einen Ausgleich in einem Grüngelände von 4,65 ha schließlich zu erzielen";

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates Saint-Ghislain vom 21. Dezember 2010, durch welches beschlossen wird:

- "den Herrn Minister HENRY um die Anforderung einer Ergänzung der Umweltverträglichkeitsprüfung zu ersuchen, um das Problem der mit der Bewirtschaftung des Steinbruchs "Bois du Prince" in Hautrage verbundenen Verkehrsdichte neu zu überlegen.

- den Herrn Minister HENRY zu ersuchen, die von den Anwohnern gemachten, im Protokoll der Konzertierungsversammlung vom 7. Dezember 2010 aufgenommenen alternativen Vorschläge bezüglich des Problems der Verkehrsdichte besonders zu beachten. »;

Aufgrund der in diesem Zusammenhang auf Initiative des Ministers für Raumordnung am 9. Juni 2011 veranstalteten Versammlung von Vertretern seines Kabinetts, der Stadt Saint-Ghislain, der SA Lebailly, des Anwohnerausschusses, der DGO3 und der DGO4;

Aufgrund, demzufolge, der am 4. Juli 2011 zwischen der SA Lebailly, der Stadt Saint-Ghislain und der VoG "SOS Hautrage" unterzeichneten Vereinbarung zur Lösung des Problems der Verkehrsdichte;

Aufgrund des am 25. Oktober 2011 abgegebenen günstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", CWEDD);

In der Erwägung, dass dieses Gutachten vorbringt, "dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine zufriedenstellende Qualität aufweist" und "dass die zuständige Behörde darin die Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen";

In der Erwägung, dass dieses Gutachten dazufügt, dass "das als Grüngelände vorgeschlagene Abbaugelände völlig erfüllt ist. Nun aber könnte es nach einer Wiederherstellung unter Berücksichtigung der ökologischen Anforderungen seine Rolle als Verbindung des Waldes "Bois des Poteries" und der Papiermühle "Moulin à papier" spielen. Außerdem hat dieses Gebiet an einer linearen, von Norden nach Süden verlaufenden Pflanzreihe teil, die ein schönes Umweltgefüge auf der regionalen Ebene gewährleisten würde.

Das an den Standort angrenzende industrielle Gewerbegebiet umfasst Gebäude, die gerade dabei sind, abgerissen zu werden. Im Idealfall sollte die Wiederherstellung des Gebiets als Grüngelände nicht ohne Sanierungs- oder Umgestaltungsprojekt für dieses benachbarte Gebiet stattfinden;

Demnach wäre es von Bedeutung, dass die Gemeinde die vollständige Sanierung des Gebiets mit einem kohärenten Projekt, das die Regeneration der natürlichen Umwelt gewährleistet (siehe Artikel 37 des CWATUPE), in Betracht zieht. Zu diesem Zweck empfiehlt der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung eine Einrichtung des Gebiets als Raum naturnahen Typs, mit einem Pfad zur Verbindung der Mühlenteiche mit dem Wald;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten zudem Bemerkungen an die zuständige Behörde betreffend die Gewährung der Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, umfasst, und dass diese Bemerkungen wie folgt lauten: "Obwohl diese Elemente mit der Gewährung der Globalgenehmigung zusammenhängen, und nicht mit der Änderung des Sektorenplans, leitet der CWEDD schon jetzt eine Reihe von Elementen an die Behörde weiter, die die Genehmigung untersuchen wird.

- Überprüfung der Zweckmäßigkeit einer vorherigen Einführung von Maßnahmen zur Milderung der Umweltbeeinträchtigungen und zur Sanierung des bewaldeten Gebiets, das kahl geschlagen wurde, mit Hilfe von zu bestimmenden Puffergebieten am Rande dessen, deren Vegetation an die lokalen Gegebenheiten angepasst sein sollte;

- Organisation der Verwaltung von der Umgebung des Steinbruchs und von etwaigen, von dem Betreiber bereits bewirtschafteten Gebieten;

- Anwendung der Charta betreffend die Verkehrsdichte, die Strecken, die Verkehrssicherheit und die Instandhaltung der Verkehrswege;

- Überschreitungen der Schwelle in Sachen Lärm auf der Ebene des Betriebs: Messkampagnen und Empfehlungen vorsehen, um für die Beachtung der geltenden Normen zu sorgen;

- Einsatz des archäologischen Dienstes vor den Abraumarbeiten. » ;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung ("Commission régionale d'Aménagement du Territoire", CRAT) vom 24. November 2011; In der Erwägung, dass laut diesem Gutachten:

- der CRAT der Eintragung des Abbaugeländes zustimmt und weist darauf hin, dass "Er stellt fest, dass die Eintragung eines Abbaugeländes als Erweiterung des bestehenden Steinbruchs als unerlässlich erscheint, um die Weiterführung der Bewirtschaftung des "Villerot"-Sandsteins zu gewährleisten.

Der Ausschuss bemerkt, dass in der öffentlichen Untersuchung zahlreiche Erwägungen bezüglich der Problematik der Verkehrsdichte auftauchen. Nun aber stehen sie in keinem Zusammenhang mit dem vorliegenden Antrag auf Revision des Sektorenplans. Der Ausschuss ist der Ansicht, dass es angebracht sein wird, während des Verfahrens bezüglich der Umweltgenehmigung auf die Frage der durch den Steinbruch verursachten Verkehrsdichte besonders zu achten, um den Besorgnissen der Anwohner entgegenzukommen.

- Der CRAT stimmt der Eintragung des als raumplanerischer Ausgleich dienenden Grüngeländes zu;

- Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als zufriedenstellend und fügt dazu, dass "er die vollständige Analyse der verschiedenen umweltbezogenen Gebiete sowie die Klarheit und die Lesefreundlichkeit des abgefassten Dokuments zu schätzen versteht";

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden und abgegebenen Gutachten geprüft hat und die folgenden Antworten vorbringen möchte;

In der Erwägung zuerst, dass es keine Pflicht gibt, auf jede Beschwerde einzeln einzugehen; dass die Privatperson aus dem Erlass auch implizit, ob durch eine individuelle Stellungnahme oder durch eine allgemeine Richtlinie (E.G., 212.225, vom 24 März 2011, Havelange) eine ausreichende und seiner Beschwerde gerechten Antwort muss ableiten können; dass der allgemeine Charakter des Inhalts des Sektorenplans der Regierung erlaubt, nur allgemeine Richtlinien auszustellen, um auf anlässlich der öffentlichen Untersuchung geäußerte Beschwerden zu antworten;

In der Erwägung, dass die Begründung des Erlasses demzufolge als ein Ganzes zu betrachten ist; dass die Antwort auf eine Beschwerde auch für eine andere Beschwerde gelten kann oder dass es auf das Gutachten einer herangezogenen Behörde verwiesen werden kann;

In der Erwägung, dass außerdem zahlreiche Beschwerden eher Punkte betreffen, die in dem Zuständigkeitsbereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, über die Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets zu befinden; dass die meisten Fragen im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung zur konkreten Durchführung des Projekts, das Gegenstand der Revision des vorliegenden Sektorenplans ist, im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung, der die Revision unterworfen wird, und der Genehmigung, die erteilt werden könnte, beantwortet werden;

In der Erwägung, dass die Regierung der Ansicht ist, dass die Beantwortung einiger Fragen in diesem Stadium also nicht notwendig ist, damit sie ihre Entscheidung in Kenntnis der Sachlage treffen kann; dass es nämlich nicht geeignet ist, im Stadium der Revision des Sektorenplans diese Punkte, die in dem Zuständigkeitsbereich der Genehmigung zur Durchführung der Planrevision fallen, vorzeitig zu behandeln;

In der Erwägung, dass fast alle Beschwerden die benutzte Strecke und die Belästigungen, die durch die mit dem Betrieb des Steinbruchs verbundene Verkehrsdichte hervorgerufen sind, betreffen; dass keine Beschwerde den Fortbestand des Betriebs hinterfragt, ganz im Gegenteil;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass "der Entwurf nicht in der Entstehung neuer oder zusätzlicher Belästigungen für eine größere Anzahl Anwohner des Steinbruchs münden soll. Somit ist die etwaige Benutzung des "Chemin d'Orange" und/oder des "Chemin du Happart" in Ville-Pommerœul als Alternativstrecken zu den gegenwärtigen Strecken nicht akzeptabel" denn sie würden zu neuen Belästigungen für durch die Aktivitäten des Steinbruchs zur Zeit nicht betroffene Anwohner führen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer verlangen, "dass ein lokales, eine Zufahrt zu den großen Verkehrsachsen gewährleistendes Verkehrsnetz eigens für den Steinbruch entworfen und auferlegt werde, um den Belästigungen ein Ende zu setzen [...]" und ebenfalls darauf aufmerksam machen, dass "der Eigentümer sich für interessiert an jeder Lösung erklärt, die es ihm ermöglichen würde, von hinten aus dem Steinbruch auszufahren, um unmittelbar zur N50 zu gelangen. »;

In der Erwägung, dass die Anwohner darauf bestehen, dass es "eine dauerhafte Lösung für die Belästigungen (Lärm, Schwingungen, Geschwindigkeit, Schlamm, Staub, Verlust von Ladung, gebrochene Windschutzscheibe, Nichtbeachtung der Straßenverkehrsordnung), die durch die mit dem Betrieb des Steinbruchs verbundene Verkehrsdichte verursacht werden und 180 Wohnhäuser, zwei Schulen, eine Sporthalle und den Großen Platz des Dorfes betreffen", gefunden werden muss;

In der Erwägung, dass verschiedene Alternativstrecken durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung festgelegt worden sind, um die Auswirkungen der mit dem bestehenden und dem vorausgesehenen Betrieb des Steinbruchs verbundenen Verkehrsdichte zu verringern; dass die Auswirkungen bei jeder Alternative analysiert worden sind;

In der Erwägung schließlich, dass es sich herausstellt, dass keine dieser Alternativstrecken das Problem wirklich lösen könnte, das die gegenwärtige Strecke darstellt;

In der Erwägung, dass die Regierung jedoch, da sie die Besorgnisse der Anwohner für begründet hält, Wert darauf legt, dass diese Alternativstrecken durch die im Stadium des Antrags auf die Globalgenehmigung durchzuführende Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht und ggf. bei der Ausstellung der besagten Genehmigung in Betracht gezogen werden;

In der Erwägung, dass die Regierung der Ansicht ist, dass die Strecke, die derzeit zu dem mit der Betriebstätigkeit des Steinbruchs zusammenhängenden Verkehr dient, beibehalten werden muss, dass aber eine Lösung für die von den Anwohnern erwähnten Belästigungen zu finden ist;

In Erwägung der zu diesem Zweck auf Initiative des Ministers für Raumordnung am 9. Juni 2011 veranstalteten Versammlung von Vertretern seines Kabinetts, der Stadt Saint-Ghislain, der SA Lebailly, des Anwohnerausschusses, der DGO3 und der DGO4;

In Erwägung der am 4. Juli 2011 zwischen der SA Lebailly, der Stadt Saint-Ghislain und der VoG "SOS Hautrage" unterzeichneten Vereinbarung, die eine Reihe von Maßnahmen zur Lösung der Problematik der mit der Verkehrsdichte verbundenen Belästigungen anführt;

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerden den raumplanerischen Ausgleich betreffen, dass sich die Fragen auf die Menge und die Art dieses Ausgleichs beziehen, sowie auf die in einem Grüngelände zugelassenen Aktivitäten;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer eine Ermäßigung des raumplanerischen Ausgleichs zugunsten einer Wohnsiedlung an dem Standort genannt "Usines et Carrières Honoré" vorschlagen;

In der Erwägung, dass in der Gemeinde Saint-Ghislain kein Mangel an zu Wohnzwecken bestimmten Grundstücken besteht;

In der Erwägung außerdem, dass der Gemeinderat der Stadt Saint-Ghislain beschlossen hat, dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, eine Wiederherstellung des Standorts genannt "Usines et Carrières Honoré" vorzuschlagen; dass in diesem Rahmen genauere Auskünfte über den Umkreis und die Zweckbestimmungen werden in Betracht gezogen werden können; dass dies in keinem Zusammenhang mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans steht;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Meinung vertreten, dass "eine Zweckbestimmung als Grüngelände keinesfalls eine Zweckbestimmung als Forstgebiet ausgleicht" und dass "es sich hinsichtlich der biologischen Qualität empfiehlt, ein raumplanerisches Austauschgebiet von echtem biologischem Interesse zu bestimmen, das dieser Zweckbestimmung wert ist";

In der Erwägung, dass der Ausgleich dem Artikel 46 des CWATUPE Rechnung trägt, laut dem ein Ausgleich im Rahmen der Revision eines Sektorenplans darin besteht, dass "ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet [...] in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet [] in gleichem Maße verändert wird"; dass im vorliegenden Fall dieser Anforderung genügt wird;

In der Erwägung, dass sowohl der CRAT, in seinem Gutachten vom 24. November 2011, als auch der CWEDD, in seinem Gutachten vom 25. Oktober 2011, der Eintragung des Grüngeländes an der Ortslage "Carrière des Vaches" als raumplanerischem Ausgleich zustimmen;

In der Erwägung, dass letzteres Gutachten dazufügt, dass "das als Grüngelände vorgeschlagene Abbaugelände völlig erfüllt ist. Nun aber könnte es nach einer Wiederherstellung unter Berücksichtigung der ökologischen Anforderungen seine Rolle als Verbindung des Waldes "Bois des Poteries" und der Papiermühle "Moulin à papier" spielen. Außerdem

hat dieses Gebiet an einer linearen, von Norden nach Süden verlaufenden Pflanzreihe teil, die ein schönes Umweltgefüge auf der regionalen Ebene gewährleisten würde“;

In der Erwägung, dass die Eigentümerin des "Carrière des Vaches" in einer Beschwerde ihre Sorge über "die Eintragung als Grüngebiet" jener Grundstücke, die sie auf eigene Kosten saniert hat und auf denen sie ihre Pferde hält, äußert, und die uneingeschränkte Nutzung dieser Grundstücke beantragt;

In der Erwägung, dass die Eintragung als Grüngebiet mit der Nutzung der Grundstücke als Weideland für die Pferdehaltung nicht unvereinbar ist;

In der abschließenden Erwägung, dass die Wallonische Regierung auf der Grundlage der durch den Gemeinderat, den CRAT und den CWEDD abgegebenen Gutachten die Erweiterung des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" für gerechtfertigt erachtet und beschließt, wobei sie den einer öffentlichen Untersuchung unterzogenen Revisionsentwurf vom 26. August 2010 bestätigt, die Revision des Sektorenplans endgültig zu verabschieden, indem sie zu diesem Zweck die Eintragung folgender Gebiete im Sektorenplan Mons-Borinage annimmt:

- eines ca. 4,5 ha großen Abbaubiets in der Gemeinde Saint-Ghislain (Hautrage) in der südlichen Verlängerung des heutigen Betriebs auf zur Zeit in einem Forstgebiet mit landschaftlichem Interesse eingetragenen Grundstücken;

- eines ca. 5,0 ha großen Grüngebiets als raumplanerischen Ausgleichs auf zur Zeit in einem Abbaubiets an der Ortslage "Carrière des Vaches" in der Gemeinde Saint-Ghislain (Hautrage) eingetragenen Grundstücken;

Auf Vorschlag ihres Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplans Mons-Borinage (Karten 45/1 und 45/2) zwecks der Eintragung eines Abbaubiets als Erweiterung des Abbaubiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und zwecks der Eintragung eines Grüngebiets an der Ortslage "Carrière des Vaches" in der Gemeinde Saint-Ghislain wird gemäß dem beiliegenden Plan endgültig verabschiedet.

Art. 2 - Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 44 des Gesetzbuches verkündigte Umwelterklärung wird dem vorliegenden Erlass beigefügt.

Art. 3 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Umwelterklärung über die endgültige Annahme der Revision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Erweiterung des Abbaubiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und zwecks der Eintragung eines Grüngebiets an der Ortslage "Carrière des Vaches" (Karten 45/1 und 45/2) in der Gemeinde Saint-Ghislain

Die vorliegende Umwelterklärung ist kraft Artikel 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend "Gesetzbuch" genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Erweiterung des Abbaubiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und zwecks der Eintragung eines Grüngebiets an der Ortslage "Carrière des Vaches" (Karten 45/1 und 45/2) auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain beigefügt. Sie wird zusammen mit diesem Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in die Revision des Sektorenplans einbezogen worden sind, und wie die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind. Die Gründe für die Entscheidungen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen untersuchten vernünftigen Lösungen getroffen worden sind, werden ebenfalls zusammengefasst.

Da die vorliegende Umwelterklärung grundsätzlich einen zusammenfassenden Charakter hat, sollte man sich für die Details und weitere Erklärungen auf den Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung beziehen, durch den diese Revision verabschiedet wird.

Aus Gründen der Lesefreundlichkeit wird die Umwelterklärung in drei Kapitel geteilt: Das erste Kapitel betrifft den Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite die Chronologie des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans und das dritte umfasst Überlegungen zum Umfeld und zur Umwelt.

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Zusammenfassend hat die vorliegende Revision des Sektorenplans die Fortführung der bestehenden Bewirtschaftung des Vorkommens "Grès de Villerot" ("Villerot"-Sandstein) zum Zweck. Dieses Vorkommen, das im Steinbruch genannt "Bois du Prince" bewirtschaftet wird, ist nach dem heutigen Wissensstand in Belgien ohnegleichen.

In der Zukunft dürfte die Nachfrage nach diesem Produkt stabil bleiben, während der Vorrat des gegenwärtigen Abbaubiets erschöpft ist; übrigens schafft die Tätigkeit des Steinbruchs 7 direkte und von 13 bis 16 indirekte Arbeitsstellen. Das Vorkommen wird im Inventar der Bodenschätze angegeben, das vom Laboratorium für litho- und zoostratigraphische Analysen der Abteilung Geologie der Universität Lüttich (Professor E. Poty) verfasst wurde.

Diese Revision des Sektorenplans ist völlig im Einklang mit der von der Wallonischen Regierung am 27. März 2002 verabschiedeten Orientierungsnotiz betreffend die Methodologie für die Validierung der Akten für Anträge auf die Eintragung von Abbaubietsen in die Sektorenpläne. Im Rahmen dieser Notiz hat die Regierung den Minister für Raumordnung beauftragt, die Akten bezüglich der Anträge auf eine Erweiterung von Abbaubietsen auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen: Überprüfung, dass der Antrag einen Standort betrifft, der in der vorgenannten Studie des Herrn Professors Poty angeführt wird, dass er einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs auf Ebene der Wirtschaft, der Beschäftigung und der nachhaltigen Mobilität entspricht, und dass er mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt:

- Der gegenwärtige Betrieb kann innerhalb der erlaubten Begrenzungen und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als sechs Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen;

- Der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential in einem Material beizubehalten, das als Input in einem bedeutenden Wirtschaftszweig in der Wallonie dient.

Die Revision bezieht sich auf die Eintragung folgender Gebiete im Sektorenplan Mons-Borinage;

- eines ca. 4,5 ha großen Abbaugebiets in der Gemeinde Saint-Ghislain (Hautrage) in der südlichen Verlängerung des heutigen Betriebs auf zur Zeit in einem Forstgebiet mit landschaftlichem Interesse eingetragenen Grundstücken;
- eines ca. 5,0 ha großen Grüngelands als raumplanerischen Ausgleichs auf zur Zeit in einem Abbaugelände an der Ortslage "Carrière des Vaches" in der Gemeinde Saint-Ghislain (Hautrage) eingetragenen Grundstücken.

2. Chronologie der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans Mons-Borinage war Gegenstand des in den Artikeln 42 bis 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Verfahrens, und erfolgte nach der folgenden Chronologie:

Am 27. Mai 2004 beschloss die Wallonische Regierung, den Sektorenplan Mons-Borinage (Karten 45/1 und 45/2) einer Revision zu unterziehen, und verabschiedete den Vorentwurf zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes an der Ortslage "Bois du Prince".

Infolge des Inkrafttretens von Artikel 46, § 1, Punkt 3° des CWATUPE, durch den ein Ausgleichsmechanismus auferlegt wird, wenn in den Sektorenplan ein neues verstädterbares Gebiet eingetragen wird, verabschiedete die Wallonische Regierung am 19. Juli 2007 einen Erlass zur Ergänzung des vorerwähnten Erlasses durch die Eintragung eines Grüngelands als raumplanerischen Ausgleichs an der Ortslage "Carrière des Vaches".

Durch ihren Erlass vom 21. Februar 2008 beschloss die Wallonische Regierung, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans durchführen zu lassen, und nahm den Inhalt der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung an.

Die in Anwendung von Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches vorgeschriebene Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung wurde dem zugelassenen Büro "ARIES Consultants" nach einem durch Verhandlungsverfahren vergebenen öffentlichen Auftrag anvertraut.

Am 26. August 2010 verabschiedete die Regierung auf der Grundlage der vorerwähnten Umweltverträglichkeitsprüfung die vorläufige Teilrevision des Sektorenplans Mons-Borinage.

Die öffentliche Untersuchung über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans fand vom Montag, den 18. Oktober 2010, bis zum Mittwoch, den 1. Dezember 2010, in der Gemeinde Saint-Ghislain statt.

Die durch Artikel 4, Absatz 1, Punkt 8° des CWATUPE während der öffentlichen Untersuchung vorgesehene Informationsversammlung fand am 22. Oktober 2010 statt.

Die am Abschluss der öffentlichen Untersuchung in Anwendung von Artikel 43 des Gesetzbuches vorgesehene Konzertierungsversammlung wurde am 7. Dezember 2010 veranstaltet.

Am 20. Dezember 2010 gab der Gemeinderat von Saint-Ghislain ein günstiges Gutachten über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans ab.

Am 21. Dezember beschloss der Gemeinderat von Saint-Ghislain, den Minister Henry zu ersuchen, das Problem der mit der Bewirtschaftung des Steinbruchs "Bois du Prince" in Hautrage verbundenen Verkehrsdichte neu zu überlegen und die von den Anwohnern gemachten alternativen Vorschläge bezüglich des Problems der Verkehrsdichte zu beachten.

Schließlich gaben jeweils der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung am 25. Oktober 2011 und der Regionalausschuss für Raumordnung am 24. November 2011 ein Gutachten ab. Diese Gutachten sind mit Bemerkungen und Beobachtungen versehen, die in dem Erlass erörtert werden.

Nach Erwägung der geäußerten Beschwerden und der abgegebenen Gutachten verabschiedete die Wallonische Regierung die endgültige Revision des Sektorenplans. Diese betrifft die Eintragung eines ca. 4,5 ha großen Abbaugeländes in der Gemeinde Saint-Ghislain (Hautrage) in der südlichen Verlängerung des heutigen Betriebs und eines ca. 5,0 ha großen Grüngelands an der Ortslage "Carrière des Vaches" in der Gemeinde Saint-Ghislain (Hautrage).

3. Überlegungen zum Umfeld und zur Umwelt

Bevor das Thema Umfeld und Umwelt in Angriff genommen wird, gilt es hier darauf hinzuweisen, dass der vorliegende Erlass die Revision eines Sektorenplans betrifft und nicht einen Antrag auf Genehmigungen zur Durchführung des dieser Planrevision zugrundeliegenden Entwurfs. Dies führt dazu, dass die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung erörterten Bemerkungen, die verschiedenen Gutachten, die im Rahmen des Verfahrens zur Revision des Plans abgegeben werden, sowie bestimmte Empfehlungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Niederlassung und Bewirtschaftung des betreffenden industriellen Vorhabens keine Antwort hier, sondern eher im Rahmen des nachträglichen, mit dem Antrag auf die Globalgenehmigung verbundenen Verfahrens, finden werden.

I. Über die Zweckmäßigkeit der Revision des Sektorenplans

Das im Steinbruch "Bois du Prince" gewonnene Gestein hat zwei Hauptnutzungen:

- Der "weiße Sandstein" wird als Zierkies von hohem Mehrwert verkauft;
- Der "schwarze Sandstein" wird für Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten verkauft.

Die sehr spezifischen lithologischen Eigenschaften des "Villerot"-Sandsteins (gleichbleibende, beständige Farbe, hohe Verschleißfestigkeit, Frostunempfindlichkeit, geringe Porosität, Unempfindlichkeit gegen Schadstoffe) sind der Grund dafür, dass die Produktion von derartigem Zierkies keinem starken unmittelbaren gewerblichen Wettbewerb ausgesetzt ist. Somit kann man erwarten, dass die Nachfrage nach "weißem Kies" in der Zukunft anhalten wird.

Dennoch sind die Vorräte an "Villerot"-Sandstein des Steinbruchs "Bois du Prince" beinahe erschöpft, was den vorliegenden Antrag auf eine Revision des Sektorenplans begründet.

Stellt man die geologische Karte der Wallonie den bestehenden Abbaugeländen im Sektorenplan gegenüber, so bemerkt man, dass das einzige Abbaugelände – abgesehen von dem Steinbruch "Bois du Prince" –,

das die Gewinnung des "Villerot"-Sandsteins umfasst, dasjenige des ehemaligen Steinbruchs "Carrière des Vaches" ist, welches früher in Betrieb war und vor kurzem verschüttet worden ist.

Es kann also kein zur Zeit im Sektorenplan eingetragenes Abbaugelände zur Bewirtschaftung des "Villerot"-Sandsteins dienen.

II. Standort und Abgrenzung

Im Kontext der Steinbrüche steht das Hauptkriterium für die Standortwahl, das die Eintragung neuer Abbaugelände rechtfertigt, mit dem Vorhandensein eines Vorkommens in Zusammenhang.

Das hier erwähnte Vorkommen besteht aus einer Sandsteinart, die einzigartige Merkmale hinsichtlich der Farbe und der Widerstandsfähigkeit (Verschleiß, Frost) aufweist. Ihre Verbreitung ist sehr gering.

Eine unterschiedliche Ansiedlung hätte die völlig verlagerte Bewirtschaftung eines anderen Vorkommens zur Folge. Das zum Verkauf bestimmte Endprodukt würde ganz andere Eigenschaften in sich tragen.

Was die Abgrenzung angeht, ist der im Entwurf zur Revision des Sektorenplans vorgeschlagene, durch die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigte Umkreis derjenige, der letztendlich verabschiedet worden ist.

III. Bebauter Bereich

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird vertreten, dass die Eintragung eines neuen Abbaugebiets im Sektorenplan keine unmittelbare Auswirkung auf den bebauten Bereich mit sich bringen werde. Es liegen nämlich keine Wohnhäuser in der unmittelbaren Nähe vom einzutragenden Abbaugebiet: das nächstbefindliche ist in einer Entfernung von etwa 200 Meter (dem Eingang zum Steinbruch gegenüber) angesiedelt. Da überdies die Eintragung des neuen Abbaugebiets die Weiterführung der Abbautätigkeit in mit den gegenwärtigen vergleichbaren Bedingungen mit einbezieht, soll das Gestein mit Schaufelladern gewonnen werden; es werden daher keine Sprengarbeiten durchgeführt, die für die bestehenden Gebäude potenziell schädliche Schwingungen hätten verursachen können.

Übrigens ist infolge der Eintragung eines Grüngiebts im Sektor des ehemaligen Steinbruchs "Carrière des Vaches" keine Auswirkung auf den bebauten Bereich zu erwarten.

Was die Vermögensgüter angeht, wird die unmittelbare Umgebung der rue Forestière gelegenen Kapellen infolge der Erweiterung der bestehenden Abbaugrube nach Süden leicht verändert werden. Es wird keine andere Auswirkung auf dieses Erbe erwartet.

IV. Lärm und Schwingungen

Die Umweltverträglichkeitsprüfung weist darauf hin, dass die Erweiterung des Abbaugebiets die heutigen Höhen des Lärm- und des Schwingungspegels nicht modifizieren wird. Es werden keine Sprengungen und daher keine besonderen Schwingungen im Abbaugebiet erwartet.

Die Zweckmäßigkeit der Durchführung der zusätzlichen akustischen Studie zur Reduzierung der bestehenden Lärmquellen und zur Beschränkung der Überschreitungen der zugelassenen Lärmpegel, die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen wurde, wird während des Verfahrens zum Genehmigungsantrag untersucht werden.

V. Hydrogeologie und Hydrologie

Die Umweltverträglichkeitsprüfung verdeutlicht, wie bei der heutigen Sachlage der Bach von Baudergnies kanalisiert und nach Westen umgeleitet wird. In der Zukunft sind keine zusätzlichen Auswirkungen auf seinen Verlauf zu erwarten.

Was das Grundwasser angeht, sollte keine Wasserentnahmestelle durch die Entwicklung der Abbautätigkeit beeinträchtigt werden. Das in der Grundwasserleitschicht des "Villerot"-Sandsteins enthaltene Grundwasservorkommen ist nicht von großer Bedeutung und wird nicht bewirtschaftet. Die Auswirkungen auf das hydrogeologische System können als geringfügig angesehen werden.

VI. Topographie und Landschaften

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird festgestellt, dass die Erweiterung des Abbaugebiets nach Süden die gegenwärtigen Auswirkungen des Steinbruchs auf die Landschaften weiter bestehen lassen wird. Da das Abbaugebiet und seine Erweiterung innerhalb eines Waldes einbezogen sind werden sich die Landschaften nicht verändern.

Die einzige zu erwartende Auswirkung betrifft die rue Forestière, insofern als das neue, zum Abbau bestimmte Gebiet entlang dieser Straße gelegen ist. Es sollte dort eine Baumhecke entlang der Grube erhalten werden, die die Sicht teilweise versperrt. In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird empfohlen, die Pflanzenreihe zum Versperren der Sicht zur Abbaugrube zu verdichten. Die Verwirklichung dessen hängt mit der künftig zu erteilenden Genehmigung zusammen.

Es werden keine landschaftlichen Auswirkungen der Eintragung des Grüngiebts im Sektorenplan erwartet. Deshalb sollte die gegenwärtige Landschaft fortbestehen.

VII. Luft, Klima

Neben der Tatsache, dass die Erwägungen betreffend die etwaige Luftverschmutzung im Stadium des Genehmigungsantrags Gegenstand einer Untersuchung sein werden, muss darauf hingewiesen werden, dass genau genommen der Entwurf die Weiterführung einer bestehenden Tätigkeit und nicht die Schaffung einer neuen Tätigkeit zum Zweck hat. Anders ausgedrückt sind keine größeren Auswirkungen als die gegenwärtigen zu befürchten.

Die Aktivität des Steinbruchs "Bois du Prince" ist stauberzeugend: Die Aufbereitung des Gesteins (Brechen und Sieben) einerseits und der Transport von Mischgütern andererseits haben nämlich zur Folge, dass Staub gebildet und zum Schweben gebracht wird.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt verschiedene Maßnahmen zur Verringerung der Staubemissionen an dem Standort. Darunter können das Anbringen einer Schutzhaube auf die Aufbereitungsanlagen, das Abdecken der Lastwagen mit Planen, das Reinigen der Lastwagenräder bei der Ausfahrt aus dem Standort usw. erwähnt werden.

Diese Bestimmungen werden in der am 4. Juli 2011 zwischen der SA Lebailly, der Stadt Saint-Ghislain und der VoG "SOS Hautrage" unterzeichneten Vereinbarung aufgenommen, die eine Reihe von Maßnahmen zur Lösung der Problematik der mit der Verkehrsdichte verbundenen Belästigungen anführt.

VIII. Fauna, Flora und Biodiversität

Der Betrieb des neuen Abbaugebiets wird die Zerstörung der dort befindlichen Lebensräume von großem biologischem Interesse zur Folge haben. Sofern das vom Vorentwurf betroffene Gebiet von einem großen bewaldeten Gebiet umgeben ist, in dem dieselben Lebensräume vorzufinden sind, wird allerdings die Änderung des Gebiets auf der breiteren Ebene der Gemeinde kein Verschwinden dieser Biotope oder der dort vorhandenen Arten mit sich bringen.

IX. Natura 2000

Es werden keine Auswirkungen auf die in der Nähe der einzutragenden Gebiete gelegenen Natura 2000-Gebiete erwartet.

X. Mobilität – Verkehrsdichte

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird klargemacht, dass die mit der Betriebstätigkeit des Steinbruchs "Bois du Prince" zusammenhängende Verkehrsdichte sehr geringe Auswirkungen auf die Mobilität hat.

Jedoch erweist sich die durch die Lastwagen benutzte Strecke aus mehreren Gründen als problematisch: Die Lastwagen fahren durch das Zentrum von Hautrage hindurch, an Schulgebäuden, an der Sporthalle und an 180 Wohnhäusern vorbei;

Es ist keine der durch die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung untersuchten Alternativen als zufriedenstellend erschienen.

Infolgedessen beschloss die Regierung nach Untersuchung der im Rahmen der öffentlichen Untersuchung durch die Anwohner gemachten Vorschläge, die gegenwärtige Strecke beizubehalten.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt aber gewisse Vorkehrungen zur Verbesserung der Verkehrssicherheit auf durch die Lastwagen benutzten Straßen, nämlich das Zufahrtsverbot für Lastwagen im Zentrum von Hautrage während des Schulbeginns und des Schulschlusses und die systematische Reinigung durch den Steinbruchbetreiber der durch die Lastwagen benutzten Straßen.

Die am 4. Juli 2011 zwischen der SA Lebailly, der Stadt Saint-Ghislain und der VoG "SOS Hautrage" unterzeichneten Vereinbarung führt eine Reihe von Maßnahmen zur Lösung der Problematik der mit der Verkehrsdichte verbundenen Belästigungen an.

Alle diese Erwägungen bezüglich der Verkehrsdichte sollen im Rahmen des Genehmigungsverfahrens untersucht werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juni 2012 zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und zwecks der Eintragung eines Grüngiebts an der Ortslage "Carrière des Vaches" (Karten 45/1 und 45/2) auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Bericht des CRAT bezüglich des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs genannt "Bois du Prince" und zwecks der Eintragung eines Grüngiebts an der Ortslage "Carrière des Vaches" in Saint-Ghislain

1. EINLEITUNG

1.1. Einreichung des Antrags und Antwort

- Durch ihr am 3. Oktober 2011 eingegangenes Schreiben hat die DGO4 das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über den besagten Entwurf beantragt.

- Gemäß Artikel 43, § 4 des CWATUPE bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

- Der CRAT hat Kenntnis von den gesamten, oben aufgezählten Elementen der Akte genommen und sie analysiert.

1.2. Vorgeschichte

- Am 13. November 2007 hat der CRAT ein günstiges Gutachten über den Erlassentwurf und über den Entwurf vom Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung (Zeichen: 07/CRAT A.639-AN);

- Am 10. März 2009 hat der CRAT Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets geäußert und hat sich für die Weiterführung der Prüfung ausgesprochen (Zeichen: 09/CRAT A.770-AN).

- Am 14. Januar 2010 hat der CRAT Bemerkungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets geäußert und hat sich für die Weiterführung des Verfahrens ausgesprochen (Zeichen: 10/CRAT A.867-AN).

1.3. Beschreibung des Entwurfs

Die Regierung hat die Revision des Sektorenplans Mons-Borinage zwecks der Eintragung folgender Gebiete beschlossen:

- ein ca. 4,5 ha großes Abbaugebiet in der südlichen Verlängerung des gegenwärtigen Steinbruchs genannt "Bois du Prince" in Hautrage;

- ein ca. 5 ha großes Grüngiebt an der Ortslage "Carrière des Vaches" in Hautrage.

2. BERICHT

2.1. Über das Abbaugebiet in der südlichen Verlängerung des gegenwärtigen Steinbruchs genannt "Bois du Prince";

Der CRAT stimmt der Eintragung des Abbaugebiets zu.

Er stellt fest, dass die Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des bestehenden Steinbruchs als unerlässlich erscheint, um die Weiterführung der Bewirtschaftung des "Villerot"-Sandsteins zu gewährleisten.

Der Ausschuss bemerkt, dass in der öffentlichen Untersuchung zahlreiche Erwägungen bezüglich der Problematik der Verkehrsdichte auftauchen. Nun aber stehen sie in keinem Zusammenhang mit dem vorliegenden Antrag auf Revision des Sektorenplans. Der Ausschuss ist der Ansicht, dass es angebracht sein wird, während des Verfahrens bezüglich der Umweltgenehmigung auf die Frage der durch den Steinbruch verursachten Verkehrsdichte besonders zu achten, um den Besorgnissen der Anwohner entgegenzukommen.

2.2. Über das Grüngiebt

Der CRAT stimmt der Eintragung des als raumplanerischer Ausgleich dienenden Grüngiebts zu.

Er stellt fest, dass der ehemalige Steinbruch "Carrière des Vaches" vollständig bewirtschaftet wurde, und dass er in seinem heutigen, aufgeschütteten Zustand bestimmte Gebiete umfasst, die ein biologisches Interesse aufweisen.

2.3. Über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als zufriedenstellend.

Er versteht die vollständige Analyse der verschiedenen umweltbezogenen Gebiete sowie die Klarheit und die Lesefreundlichkeit des abgefassten Dokuments zu schätzen. Er stellt ebenfalls fest, dass die von ihm während des Verfahrens geäußerten Bemerkungen vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt worden sind.

Pierre GOVAERTS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2012/27124]

28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve « Bois du Prince » en op de opnemings van een groengebied op de plaats « Carrière des Vaches » (bladen 45/1 en 45/2) op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, inzonderheid op de artikelen 19, 22, 23, 25, 32, 37 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER) aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999 en overwegende dat de aangehouden optie, wat de bescherming en het beheer van de hulpbronnen van de ondergrond betreft, erin bestaat te zorgen voor de ruimte die de komende dertig jaren noodzakelijk zal zijn voor de extractieve activiteit;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2000, in zijn fiche 70.3 betreffende de hulpbronnen van de ondergrond, uitdrukkelijk melding maakt van de wil van de Regering om die hulpbronnen op verantwoordelijke wijze te beheren door de gegronde ontwikkelingsbehoeften van de sector tot overeenstemming te brengen met de maatregelen inzake ruimtelijke ordening en de al even gegronde maatregelen betreffende de levenskwaliteit van de Waalse bevolking;

Overwegende dat de gewestplannen aangenomen tussen 1977 en 1987 uitgingen van sociaal-economische behoeften die voor een tiental jaren geëvalueerd werden;

Overwegende dat ze sindsdien slechts het voorwerp van een beperkt aantal herzieningen en van geen enkele globale herziening hebben uitgemaakt;

Overwegende derhalve dat de afzetting binnen talrijke in exploitatie zijnde ontginningsgebieden helemaal of nagenoeg uitgeput is;

Overwegende dat de herziening van bepaalde gewestplannen dan ook nodig is voor de voortzetting van die exploitaties;

Overwegende immers dat de hulpbronnen van de ondergrond niet-hernieuwbare hulpbronnen zijn en dat de duurzaamheid van de extractieve activiteit, in tegenstelling tot de andere economische activiteiten, derhalve onvermijdelijk ruimteverbruik tot gevolg heeft;

Overwegende dat de Waalse Regering op 27 maart 2002 de Minister van Ruimtelijke Ordening opgedragen heeft de dossiers van aanvraag tot opnemings van ontginningsgebieden te laten behandelen als volgt : de administratie moet nagaan of de aanvraag betrekking heeft op een afzetting gevalideerd door het onderzoek dat is toevertrouwd aan het « laboratoire d'analyses litho- et zoostratigraphiques » van het « Département de Géologie de l'Université de Liège (Professeur Poty) », meer bepaald op de inventaris van de hulpbronnen van de ondergrond, dat die aanvraag in de lijn ligt van een strategisch ontwikkelingsplan van de onderneming, op economisch vlak, inzake tewerkstelling en duurzame mobiliteit, en dat ze rekening houdt met minstens één van de volgende prioriteiten :

- de exploitatie mag tegen het huidige exploitatieritme niet langer dan zes jaar voortgezet worden binnen de ontginningsgebieden opgenomen op het gewestplan, behoudens buitengewone omstandigheden gemotiveerd in het strategisch plan;

- de aanvraag beoogt het behoud van het productieve potentieel betreffende een materiaal dat als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 november 1983 tot opstelling van het gewestplan Bergen-Borinage, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 1991 tot opnemings van het tracé van de elektrische ovenleiding H.T. 150-30 Kv tussen de posten « Air liquide » en « Baudour », bij de besluiten van de Waalse Regering van 26 juni 1997 tot opnemings van een specifiek gebied voor een kuurwezen centrum te Baudour en de opnemings van een dienstverleningsgebied op de locatie van de universitaire campus, het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot opnemings van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen met de overdruk C.E.T. met het oog op de vestiging en de exploitatie van een centrum voor technische ingraving en tot opnemings van een groengebied, het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2002 waarbij de zandgroeve SA Laurent uitgebreid mag worden en het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 tot opnemings van een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Bergen op de plaats « Vieille-Haine », de gedeeltelijke buitendienststelling van de gemengde industriële bedrijfsruimte van Ghlin-Baudour op het grondgebied van de gemeenten Bergen (Jemappes), Quaregnon en Saint-Ghislain (Baudour), de buitendienststelling van de gemengde bedrijfsruimte van « Gronde » op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Baudour) en de buitendienststelling van de gemengde bedrijfsruimte « Le Culot » op het grondgebied van de gemeente Quaregnon (Wasmuel);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot herziening van het gewestplan Bergen-Borinage en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in de zuidelijke verlenging van de huidige groeve « Bois du Prince » en tot vastlegging van het ontwerp van inhoud van het planeffectonderzoek en gelet op de getekende kaart waarop het voorontwerp van wijzigend gewestplan voorkomt, die noodzakelijk deel uitmaakt van dit besluit;

Overwegende dat de bepalingen van artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed, zoals gewijzigd bij het programmadecreet betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging van 3 februari 2005, inhouden dat de opnemings van het ontginningsgebied waarin voorzien wordt in het voorontwerp van herziening van het op 27 mei 2004 aangenomen gewestplan gecompenseerd wordt door de overeenkomstige omzetting van bestaande bebouwingsgebieden in niet-bebouwingsgebieden of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering;

Gelet, bijgevolg, op het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 tot aanvulling, door een groengebied als planologische compensatie op te nemen op de plaats « Carrière des Vaches », van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot herziening van het gewestplan Bergen-Borinage en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in het zuidelijke verlengde van de huidige groeve « Bois du Prince » op het grondgebied van Saint-Ghislain (bladen 45/1 en 45/2);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2008 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de uitbreiding van het ontginningsgebied in de groeve "Bois du Prince" en een groengebied op de plaats "Carrière des Vaches" (bladen 45/1 en 45/2) en waarbij de inhoud van het planeffectonderzoek aangenomen wordt;

Gelet op het effectonderzoek betreffende het voorontwerp van plan uitgevoerd door ARIES Consultants, een bureau dat behoorlijk erkend is overeenkomstig artikel 42, vierde lid, van het Wetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2010 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de uitbreiding van de groeve « Bois du Prince » en op de opnemings van een groengebied op de plaats « Carrière des Vaches » (bladen 45/1 en 45/2) op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain;

Gelet op het openbaar onderzoek dat van 18 oktober 2010 tot 1 december 2010 plaatsgevonden heeft op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain en gelet op de volgende bezwaren en opmerkingen :

LAURENT	Marie-Ange	Rue Gustave Lhoir 65 7334 HAUTRAGE
NICOLAS	Charlotte	Rue Gustave Lhoir 151 7334 HAUTRAGE
DIVANNI	Christophe	Rue Gustave Lhoir 106 7334 HAUTRAGE
BERLEMONT	Loic	Rue Gustave Lhoir 118 7334 HAUTRAGE
DELVIGNE	Isabelle	Rue Gustave Lhoir 149 7334 HAUTRAGE
ANCELIN	Christiane	Rue Gustave Lhoir 57 7334 HAUTRAGE
KOPYDLOWSKI	Franz	Rue Gustave Lhoir 57 7334 HAUTRAGE
DEGLASSE	Françoise	Rue Gustave Lhoir 45 7334 HAUTRAGE
MACKIW	Zonia	Rue Gustave Lhoir 61 7334 HAUTRAGE
BRULARD	Simone	Rue Gustave Lhoir 95 7334 HAUTRAGE
NION	Colette	Rue Gustave Lhoir 117 7334 HAUTRAGE
QUINTARD	Pol	Rue Bois du Prince 37 7334 HAUTRAGE
DELCOURT	Paul	Rue Bois du Prince 43 7334 HAUTRAGE
FOURNIER	Lisette	Rue Bois du Prince 34 7334 HAUTRAGE
OLIVIER	Laurence	Rue Gustave Lhoir 127 7334 HAUTRAGE
WAROQUIER	Rudy	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
QUITTELIER	Noëlla	Place Saint Pierre 8 7334 HAUTRAGE
PARET	J.P.	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
DE GROOTE	Virginie	Place Saint Pierre 11 7334 HAUTRAGE
DEMOULIN	Florence	Rue Bois du Prince 65 7334 HAUTRAGE
DEPRETER	M.P.	Rue Forestière 7334 HAUTRAGE
DUQUENNE	Berangère	Rue Gustave Lhoir 106 7334 HAUTRAGE

GILMANT	Gilberte	Rue Gustave Lhoir 91 7334 HAUTRAGE
STRADY	Jean	Rue Bois du Prince 36 7334 HAUTRAGE
DATH	Dany	Rue Gustave Lhoir 58 7334 HAUTRAGE
LEMAL	Nancy	Rue Gustave Lhoir 91 7334 HAUTRAGE
ANDRE	Ch.	Rue Bois du Prince 61 7334 HAUTRAGE
ANDRE	Christine	Rue Bois du Prince 63 7334 HAUTRAGE
DESCHEPPER	Marie	Rue Bois du Prince 60 7334 HAUTRAGE
CHARLES	Vincent	Rue Bois du Prince 58 7334 HAUTRAGE
PETIT	Francis	Rue Bois du Prince 60 7334 HAUTRAGE
ROUSSEAU	Jean-Pierre	Rue Bois du Prince 57 7334 HAUTRAGE
ROUSSEAU	Robert	Rue Bois du Prince 57 7334 HAUTRAGE
BRION	Christophe	Rue Gustave Miroir 24 7334 HAUTRAGE
GOSSELIN	Françoise	Rue Bois du Prince 58 7334 HAUTRAGE
FAGNIART	Luce	Rue Gustave Lhoir 1 7334 HAUTRAGE
DE GROOTE	Gabriel	Rue Gustave Lhoir 1 7334 HAUTRAGE
KOVARSKI	Jean	Rue Gustave Lhoir 45 7334 HAUTRAGE
LORENTIN	Olivier	Rue Gustave Lhoir 127 7334 HAUTRAGE
FAGNIART	Luc	Rue Gustave Lhoir 65 7334 HAUTRAGE
CHEVALIER	Josiane	Rue Bois du Prince 45 7334 HAUTRAGE
SANCASSIANI	Angelina	Rue Gustave Lhoir 58 7334 HAUTRAGE
WALLON	Fabrice	Place Saint-Pierre 11 7334 HAUTRAGE
VAN HEYE	M.	Rue Bois du Prince 30 7334 HAUTRAGE
SCOLLARI	CARMELA	Rue Gustave Lhoir 129 7334 HAUTRAGE
WALLON	Charlotte	Place 42 7334 HAUTRAGE
DELHAYE	Michel	Rue Gustave Lhoir 119 7334 HAUTRAGE
BREUSE	Christine	Rue Octave Mahieu 41 7334 HAUTRAGE

MORA CUEVAS	Catalina	Rue Gustave Lhoir 56 7334 HAUTRAGE
MICHEL	Dany	Rue Gustave Lhoir 56 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Howard	Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Bertrand	Rue Gustave Lhoir 137 7334 HAUTRAGE
MERPOEL	Catherine	Rue Gustave Lhoir 137 7334 HAUTRAGE
COLLIN	Christelle	Rue Gustave Lhoir 147 7334 HAUTRAGE
DUNCAN	Glen	Rue Gustave Lhoir 147 7334 HAUTRAGE
ZAGARELLA	Melina	Rue Forestière 12 7334 HAUTRAGE
DZIWULSKYJ	Ludovic	Rue Forestière 12 7334 HAUTRAGE
AMARU	Laetitia	Rue Forestière 10 7334 HAUTRAGE
WATELET	Michaël	Rue Forestière 16 7334 HAUTRAGE
MEUNIER	Virginie	Rue Forestière 16 7334 HAUTRAGE
COUVREUR	Martine	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
QUENEHEN	Dany	Rue Bois du Prince 70 7334 HAUTRAGE
LEDOUX	Paulette	Rue Bois du Prince 16 7334 HAUTRAGE
POTTIEZ	E.	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
DUMONT	Monica	Rue Gustave Lhoir 104 7334 HAUTRAGE
LESTRADE	Edgard	Rue Gustave Lhoir 95 7334 HAUTRAGE
FAUVEAUX	Christophe	Rue Bois du Prince 65 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE DURIEUX	Delphine Christophe	Rue Gustave Lhoir 94 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE	Delphine	Rue Gustave Lhoir 94 7334 HAUTRAGE
CARBONNELLE	Joel	Rue Gustave Lhoir 88 7334 HAUTRAGE
MIROIR	Monique	Rue Gustave Lhoir 99 7334 HAUTRAGE
PAUPORTE	Julien	Rue Gustave Lhoir 90 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	André	Rue Gustave Lhoir 117 7334 HAUTRAGE
FAUVEAUX	Francis	Rue Bois du Prince 67 7334 HAUTRAGE

CAULIER	P.	Rue Bois du Prince 70 7334 HAUTRAGE
JULIEN	Marie	Rue Bois du Prince 67 7334 HAUTRAGE
FRICQ	Julien	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
GREMEAUX	Jacqueline	Rue Gustave Lhoir 119 7334 HAUTRAGE
LORENZIN	Dino	Rue Gustave Lhoir 129 7334 HAUTRAGE
BRAU	Jean-Luc	Rue Gustave Lhoir 48 7334 HAUTRAGE
HANSEZ	Audrey	Place Saint-Pierre 7334 HAUTRAGE
PAULART	Alain	Place Saint Pierre 8 7334 HAUTRAGE
FABROT	Christelle	Rue Gustave Lhoir 131 7334 HAUTRAGE
WAROQUIER	Maxime	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
TORWES	Didier	Rue Gustave Lhoir 61 7334 HAUTRAGE
CARTON	M.	Rue du 100 ^e anniversaire 7334 HAUTRAGE
DEDISSE	Jean-Pierre	Rue Bois du Prince 38 7334 HAUTRAGE
CHARLIER	Elisabeth	Rue Bois du Prince 38 7334 HAUTRAGE
SAINT	Lucien	Rue Bois du Prince 16 7334 HAUTRAGE
LORENZIN	Jeanine	Rue Gustave Lhoir 108 7334 HAUTRAGE
LENNE	André	Rue Gustave Lhoir 108 7334 HAUTRAGE
FRICQ	Jean-Michel	Rue Gustave Lhoir 98 7334 HAUTRAGE
PARET	Rémy	Place d'Hautrage 7334 HAUTRAGE
MORIAME	Isabelle	Rue Gustave Lhoir 48 7334 HAUTRAGE
DESTREBECQ	Martine	Rue Gustave Lhoir 115 7334 HAUTRAGE
PRZYKLENK	Amékie	Rue Gustave Lhoir 118 7334 HAUTRAGE
PARET	Romain	Place d'Hautrage 18 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Adeline	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
TERLINCK	Michel	Rue Gustave Lhoir 31 7334 HAUTRAGE
CORDIER	Charlène	Rue Octave Mahieu 8 7334 HAUTRAGE

LAMLIN	Liliane	Rue Gustave Miroir 22 7334 HAUTRAGE
HEYMANS	Robecca	Rue Gustave Miroir 11 7334 HAUTRAGE
VANDEVELDE	Françis	Rue Gustave Miroir 11 7334 HAUTRAGE
MARCHAND	Sabrina	Place d'Hautrage 30 7334 HAUTRAGE
SCHOONJANS	Nathalie	Place d'Hautrage 40 7334 HAUTRAGE
LECLERCQ		Place 22 7334 HAUTRAGE
KUMINEZAK	Béatrice	Rue Gustave Lhoir 88 7334 HAUTRAGE
LEROY	Joëlle	Rue Gustave Lhoir 121 7334 HAUTRAGE
PAULART	Frédéric	Rue Gustave Lhoir 131 7334 HAUTRAGE
MIROIR	Véronique	Rue Gustave Lhoir 113 7334 HAUTRAGE
WACHEL	Christiane	Rue Gustave Lhoir 46 7334 HAUTRAGE
MAYEUR	Vincent	Rue Gustave Lhoir 35 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Marylène	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
VANCOPPENOLLE	Noëlla	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
D'ALFONSO	Alexandro	Rue Gustave Lhoir 104 7334 HAUTRAGE
NISOLLE	Danielle	Rue Bois du Prince 36 7334 HAUTRAGE
CARTON	Willy	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
DESMET	Bertha	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
JEUNIEAUX	Marie France	Rue Gustave Lhoir 125 7334 HAUTRAGE
HANSEZ	Jean-Marc	Rue Gustave Lhoir 125 7334 HAUTRAGE
VANLIERDE	Patrick	Rue Gustave Lhoir 39 7334 HAUTRAGE
CAULIER	Marie	Rue Gustave Miroir 24 7334 HAUTRAGE
D'HAENENS	Noëlle	Rue Gustave Lhoir 36 7334 HAUTRAGE
WISEUR		Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
TREFOIS	Michel	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE
SIMON	Christophe	Place d'Hautrage 40 7334 HAUTRAGE

CSUKO	Corentin	Place d'Hautrage 26 7334 HAUTRAGE
L'AVICCHIA	Maria-Louisa	Place d'Hautrage 24 7334 HAUTRAGE
ROULET	Corentino	Place d'Hautrage 26 7334 HAUTRAGE
HISMANS	Jacques	Rue Gustave Lhoir 121 7334 HAUTRAGE
DUPONT	Muriel	Rue Gustave Lhoir 20 7334 HAUTRAGE
GONTHIEZ	Josée	Rue Gustave Lhoir 14 7334 HAUTRAGE
GUIGLIA	Jeanna	Place Saint-Pierre 15 7334 HAUTRAGE
LOISEAUT		Rue Gustave Lhoir 10 7334 HAUTRAGE
QUENEHEN	Nelly	Rue Gustave Lhoir 12 7334 HAUTRAGE
LOMBRY	Dominique	Rue Gustave Mahieu 41 7334 HAUTRAGE
BOUCHEZ BAUDRY		Rue Gustave Lhoir 7334 HAUTRAGE
DUVEILLER	Jean	Place 42 7334 HAUTRAGE
BLOND	Benoit	Rue Octave Mahieu 8 7334 HAUTRAGE
DUFRASNES	Laurent	Rue Gustave Lhoir 79 7334 HAUTRAGE
DEFRISE	Viviane	Rue Gustave Lhoir 85 7334 HAUTRAGE
LECLERCQ	Christian	Rue Gustave Lhoir 85 7334 HAUTRAGE
VAN BREETWATER	Yvon	Rue Gustave Lhoir 81 7334 HAUTRAGE
DUBUS	Christine	Rue Gustave Lhoir 81/1 7334 HAUTRAGE
CARTON	Jenny	Rue Gustave Lhoir 110 7334 HAUTRAGE
DUFOUR	Maria	Rue Gustave Lhoir 15 7334 HAUTRAGE
DELVAUX	Patricia	Rue Gustave Lhoir 11 7334 HAUTRAGE
BAVIER	Gérard	Rue Gustave Lhoir 11 7334 HAUTRAGE
GALANT	Sybile	Rue Gustave Lhoir 79 7334 HAUTRAGE
DUMOULIN PYCLINDANSKI	Christiane Edouard	Rue Gustave Lhoir 20 7334 HAUTRAGE
TREFOIS	Julien	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE
LEPAPE	Brigitte	Rue Gustave Lhoir 24 7334 HAUTRAGE

MAYEUR	Jacques	Rue Gustave Lhoir 35/1 7334 HAUTRAGE
DUFOUR	Maria	Rue Gustave Lhoir 15 7334 HAUTRAGE
DESVACHEZ	Huguette	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
MEYER	Hélène	Rue Gustave Lhoir 112 7334 HAUTRAGE
BAVIER	Eddy	Rue Octave Mahieu 10 7334 HAUTRAGE
DEVLEESCHOUWER	Marie-Jeanne	Rue Octave Mahieu 10 7334 HAUTRAGE
STICCA	Pierre	Rue Bois du Prince 62 7334 HAUTRAGE
CLAEYS	Francine	Rue Bois du Prince 22 7334 HAUTRAGE
HEURGUIER	Catherine	Rue Gustave Lhoir 114 7334 HAUTRAGE
FRANCOIS	Jean-Paul	Rue Gustave Lhoir 114 7334 HAUTRAGE
VRAND	Carine	Rue Bois du Prince 62 7334 HAUTRAGE
BUSCEMI	Marielle	Rue Gustave Lhoir 62 7334 HAUTRAGE
SNOOCK	Denis	Rue Gustave Lhoir 62 7334 HAUTRAGE
DE LAMINNE	Sylvie	Rue Gustave Lhoir 53 7334 HAUTRAGE
LAVENNE	Armand	Rue Gustave Lhoir 53 7334 HAUTRAGE
RENIER	Claude	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
LESCOT	Marie-Anne	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
RENIER	Valérie	Rue Gustave Lhoir 49 7334 HAUTRAGE
ZEN	Marina	Rue Omer Lescot 11 7334 HAUTRAGE
GACEM	Marie	Cité des Chauffours 12 7334 HAUTRAGE
DELBART	Mathilde	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
VANDEPLASSCHE	Sopjie	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
ROLLAND	Carine	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
GODART	Marc	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
HUANT	Catherine	Place d'Hautrage 6 7334 HAUTRAGE
DRAMAIX	Yvon	Rue Gustave Lhoir 115 7334 HAUTRAGE

POTTIEZ	Damien	Drève Royale 3 7334 HAUTRAGE
QUIQUAMPOIS STIEUEUNART	Jimmy Nicole	Chemin de Saint-Ghislain 19 7322 VILLE-POMMERCEUL
DETEIGE JACOBS		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
ANDRIN BOTTI		Chemin du Happart 4d 7322 VILLE-POMMERCEUL
VAN WEZEMAEL COLPAERT		Avenue de la Princesse 13 7322 VILLE-POMMERCEUL
Usines et Carrières Ernest Lebailly		Rue Forestière 17 7334 HAUTRAGE
PAGE TRIVIER PAGE PAGE CHOIR CASTIAUX	Mickaël Monique Anne-Muriel Pierre-André Yvette Charles	7322 VILLE-POMMERCEUL
LATRAGNA POTIEZ		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
OBSOMER	Etienne	Chemin du Happart 1a 7322 VILLE-POMMERCEUL
SACCA	Michele	Chemin de Saint-Ghislain 3 7322 VILLE-POMMERCEUL
DELBECQ MATTON	Guy Josiane	Chemin d'Orange 4 7322 VILLE-POMMERCEUL
VAN RENTERGHEM	Jacques	Avenue de la Princesse 13 7322 VILLE-POMMERCEUL
BRISON	E.	Avenue de la Princesse 1 7322 VILLE-POMMERCEUL
LAURENT BELLANTONI	Valérie Domenico	Rue des Chauffours 81 7334 HAUTRAGE
BROUILLARD	Valérie Domenico	Chemin d'Orange 24 7322 VILLE-POMMERCEUL
VIVIER	Céline	Chemin d'Orange 24 7322 VILLE-POMMERCEUL
HONORE	Daniel	Rue Mont-Jacquot 13 7334 HAUTRAGE
FRUYTHOF	Marquita	Place de Saint Denis 1A 7034 OBOURG
JACOBS	Gaston	Genstesteenweg 307/A 9240 ZELE
DEFOSSE VERSET	R. B.	Chemin d'Orange 16 7322 VILLE-POMMERCEUL
LATRAGNA POTIEZ		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERCEUL
ANDREANI	M.C.	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Guy	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Cécile	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Audrey	7322 VILLE-POMMERCEUL
VERCOUTER	Estelle	7322 VILLE-POMMERCEUL

FAUCON SALIER	A. Fr.	Chemin d'Orange 41 7322 VILLE-POMMERÉUL
GARRIC	Roger	Chemin du Happart 4a 7322 VILLE-POMMERÉUL
DUPONT	Françoise	Rue Gustave Lhoir 31 7334 HAUTRAGE
DETEIGE JACOBS		Chemin d'Orange 18 7322 VILLE-POMMERÉUL
BOUSMAR	Sylvie	Rue du Bois du Prince 90 7334 HAUTRAGE

DGO3 – Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu
 Departement Natuur en Bossen
 Directie Bergen
 7000 BERGEN

Gelet op de informatievergadering gehouden op 22 oktober 2010 overeenkomstig artikel 4 van het « CWATUPE »;
 Gelet op de overlegvergadering gehouden op 7 décembre 2010 overeenkomstig artikel 43 van het « CWATUPE »;
 Gelet op de notulen van die overlegvergadering;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Saint-Ghislain van 20 december 2010 die beslist :

- om eenstemmig een gunstig advies over het ontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan uit te brengen;

- om met 16 stemmen voor en 7 onthoudingen « gunstig te antwoorden op de aanvraag van de vennootschap ZEEREC NV door 0,5 ha van haar terreinen van de planologische compensatie af te trekken en zodoende uiteindelijk een compensatie van 4,65 ha groengebied te halen »;

Gelet op het advies van het gemeentecollege van Saint-Ghislain van 21 december 2010 dat beslist :

- « - om Mijnheer de Minister HENRY erom te verzoeken bovenop het effectonderzoek de vervoersproblematiek i.v.m. de exploitatie van de groeve « Bois du Prince » te Hautrage te laten onderzoeken;

- om Mijnheer de Minister HENRY erom te verzoeken een bijzondere aandacht te schenken aan de alternatieve voorstellen betreffende de vervoersproblematiek die van de omwonenden uitgaan en die in de notulen van de overlegvergadering van 7 december 2010 opgenomen werden. »;

Gelet op de vergadering die daartoe op 9 juni 2011 belegd werd op initiatief van de Minister van Ruimtelijke Ordening en die bijgewoond werd door vertegenwoordigers van zijn Kabinet, van de Stad Saint-Ghislain, van de SA Lebailly, van het comité van omwonenden, van het DGO3 en het DGO4;

Gelet, bijgevolg, op de overeenkomst gesloten op 4 juli 2011 tussen de SA Lebailly, de Stad Saint-Ghislain en de VZW SOS Hautrage om de vervoersproblematiek op te lossen;

Gelet op het gunstig advies van de « Conseil wallon pour le Développement durable (CWEDD) », gegeven op 25 oktober 2011;

Dat uit dat advies blijkt dat « de auteur een kwalitatief toereikend onderzoek heeft verricht » en dat « de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen »;

Dat dat advies erop wijst dat « het als groengebied voorgedragen ontginningsgebied volledig is opgevuld. Welnu, dankzij een sanering die aan ecologische eisen voldoet, zou het kunnen dienen als schakel tussen de « Bois des Poteries » en de « Moulin à papier ». Anderzijds maakt dat gebied deel uit van een lineaire gordel noord-zuid die een mooi ecologisch netwerk op gewestelijk vlak tot stand zou brengen.

De industriële bedrijfsruimte die aan de locatie aangrenst bevat in afbraak zijnde gebouwen. De renovering van het gebied in groengebieden zou idealiter niet uitgevoerd mogen worden zonder project inzake sanering of herstructurering van dat naburige gebied;

Het is dus belangrijk dat de gemeente de volledige restauratie van het gebied overweegt via een coherent project dat voorziet in het herstel van het natuurlijke milieu (cfr. artikel 37 van het « CWATUPE »). Daartoe beveelt de auteur aan om het gebied in te richten als een semi-natuurlijk park met een pad dat de vijvers van de molen met het bos verbindt;

Overwegende dat dat advies bovendien de volgende opmerkingen bevat die gericht worden aan de bevoegde overheid i.v.m. de toekenning van de eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het project waarop deze herziening van het gewestplan slaat : « Alhoewel die elementen onder de toekenning van de vergunning en niet onder de gewestplanwijziging vallen, geeft de « CWEDD » de overheid die de vergunning zal onderzoeken nu al kennis van een reeks elementen :

- onderzoek van de opportuniteit om vooraf te voorzien in maatregelen tot verzachting en herstel van het kaalgeslagen bosgebied via te bepalen bufferzones aan de rand waarvan de plantengroei aan de plaatselijke context aangepast zou worden;

- organisatie van het beheer van de randen van de groeve en van eventuele zones die al door de exploitant geëxploiteerd worden;

- toepassing van het handvest betreffende het vervoer, de trajecten, de verkeersveiligheid en het onderhoud van de wegen;

- geluidsoverschrijdingen bij de exploitatie : voorzien in meetcampagnes en aanbevelingen om de geldende normen te doen naleven;

- tussenkomst van de dienst archeologie vooraleer de blootleggingswerken aangevat worden. »;

Gelet op het gunstig advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) » van 24 november 2011 waaruit blijkt dat :

- de « CRAT » de opnemings van het ontginningsgebied gunstig gezind is en dat « Ze vaststelt dat de opnemings van een ontginningsgebied ter uitbreiding van de bestaande groeve noodzakelijk lijkt om de exploitatie van de zandsteen van Villerot te kunnen voortzetten.

De Commissie wijst erop dat talrijke overwegingen m.b.t. de vervoersproblematiek in het openbaar onderzoek voorkomen. Die overwegingen vallen echter niet onder deze aanvraag tot gewestplanherziening. Om in te spelen op de zorgen van de omwonenden acht de Commissie dat tijdens de milieuvergunningsprocedure een bijzondere aandacht geschonken moet worden aan de door de groeve veroorzaakte vervoersproblematiek. »

- De « CRAT » is de opnemings van het groengebied als planologische compensatie gunstig gezind;

- De « CRAT » vindt dat het effectonderzoek van goede kwaliteit is en benadrukt dat « Ze de uitvoerige analyse van de verschillende milieudomeinen alsmede de duidelijkheid en leesbaarheid van het overgelegde document op prijs stelt »;

Overwegende dat de Waalse Regering na analyse van de tijdens het openbaar onderzoek geformuleerde bezwaren en van de uitgebrachte adviezen er als volgt wenst op te antwoorden;

Overwegende allereerst dat het niet verplicht is elk bezwaar afzonderlijk in aanmerking te nemen; dat de particulier uit het besluit ook impliciet moet kunnen afleiden dat het antwoord op zijn bezwaar voldoende en geschikt is, hezij door een individuele stellingname, hetzij op grond van een algemene Richtlijn (C.E., 212.225, van 24 maart 2011, Havelange); dat de Regering wegens het algemene karakter van de inhoud van het gewestplan slechts algemene richtlijnen mag formuleren als antwoord op de bezwaren die tijdens het openbaar onderzoek geuit werden;

Dat de motivering van het besluit bijgevolg als een geheel beschouwd moet worden; dat een antwoord op een bezwaar gegeven kan worden bij de behandeling van een ander bezwaar of dat verwezen kan worden naar het advies van een geraadpleegde overheid;

Overwegende bovendien dat talrijke bezwaren eerder betrekking hebben op vraagstukken die onder de eenmalige vergunning i.v.m. de ontginningsactiviteit vallen; dat het hier gaat om een beslissing te nemen over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied; dat de meeste van die vraagstukken een antwoord zullen vinden in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die zal zorgen voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp die het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan, van de effectbeoordeling waaraan ze onderworpen zal worden en de vergunning die afgegeven zou kunnen worden;

Dat de Regering acht dat bepaalde vragen dus nu niet beantwoord moeten worden opdat ze volstrekt terecht kan beslissen; dat het in deze fase van de herziening van het gewestplan immers niet past om vooruit te lopen op die vraagstukken die het voorwerp zijn van de vergunning tot uitvoering van die planherziening;

Overwegende dat haast alle bezwaren betrekking hebben op de route gebruikt voor het vervoer i.v.m. de exploitatie van de groeve en op de hinder die het veroorzaakt; dat geen enkel bezwaar het voortbestaan van de onderneming in opspraak brengt, integendeel;

Overwegende dat verschillende reclamanten achten dat « het project geen nieuwe of bijkomende hinder mag veroorzaken voor een groter aantal omwonenden van de groeve. Bijgevolg is het eventuele gebruik van de « Chemin d'Orange » en/of de « Chemin du Happart » te Ville-Pommerœul als alternatieve routes voor de huidige route niet aanvaardbaar » omdat dat het nieuwe hinder zou veroorzaken voor de omwonenden die nog niet te leiden hebben onder de activiteiten van de groeve;

Overwegende dat sommige reclamanten vragen « dat een aan de groeve eigen aansluitingsroute op de grote verkeersassen gevonden en opgelegd wordt om een einde te maken aan de hinder » (...). en er ook op wijzen dat « de eigenaar openstaat voor alle oplossingen die hem de mogelijkheid zouden bieden om de N50 rechtstreeks langs de achterkant van de groeve te bereiken. »;

Overwegende dat de omwonenden benadrukken dat « een duurzame oplossing gevonden moet worden voor de hinder (geluid, trillingen, snel rijden, slib, stof, ladingsverlies, gebroken voorruit, niet-naleving van de wegcode,) veroorzaakt door het verkeer i.v.m. de exploitatie van de groeve, waarbij 180 woningen, twee scholen en een sportzaal alsmede de « Grande Place » van het dorp betrokken zijn. »;

Overwegende dat met het oog op de beperking van de effecten te wijten aan het vervoer i.v.m. de huidige en de geplande activiteit van de groeve verschillende alternatieve routes door het effectonderzoek bepaald werden; dat de effecten voor elk alternatief onderzocht werden;

Dat tot slot blijkt dat geen van de alternatieve routes een echte oplossing biedt voor het probleem dat door de huidige route veroorzaakt wordt;

Overwegende dat de Regering, die gevoelig is voor de zorgen van de omwonenden, erop aandringt dat ze onderzocht worden door het effectonderzoek dat uitgevoerd moet worden bij de aanvraag tot eenmalige vergunning en, in voorkomend geval, en in aanmerking genomen bij de afgifte van de vergunning;

Overwegende dat de Regering acht dat de route die nu gebruikt wordt voor het vervoer i.v.m. de activiteit van de groeve op korte termijn behouden moet worden maar dat een oplossing gevonden moet worden voor de hinder vermeld door de omwonenden;

Gelet op de vergadering die daartoe op 9 juni 2011 belegd werd op initiatief van de Minister van Ruimtelijke Ordening en die bijgewoond werd door de vertegenwoordigers van zijn Kabinet, van de Stad Saint-Ghislain, van de SA Lebailly, van het comité van omwonenden, van het DGO3 en het DGO4;

Gelet op de overeenkomst gesloten op 4 juli 2011 tussen de la SA Lebailly, de Stad Saint-Ghislain en de VZW SOS Hautrage die voorziet in een reeks maatregelen tot oplossing van de hinder i.v.m. het vervoer;

Overwegende dat verschillende bezwaren de planologische compensatie betreffen, dat de vragen betrekking hebben op de omvang en de aard van die compensatie alsmede op de activiteiten toegelaten in een groengebied;

Overwegende dat reclamanten voorstellen om de planologische compensatie te beperken ten gunste van een kavel woningen op de locatie « Usines et Carrières Honoré »;

Overwegende dat de gemeente Saint-Ghislain geen gebrek aan bouwgrond heeft;

Overwegende anderzijds dat de gemeenteraad van de Stad Saint-Ghislain beslist heeft de Minister van Ruimtelijke Ordening voor te stellen om de locatie « Usines et Carrières Honoré » opnieuw in te richten; dat in dat kader nadere bepalingen van de omtrek en de bestemmingen overwogen kunnen worden; dat zulks niet het voorwerp van deze gewestplanherziening is;

Overwegende dat reclamanten achten dat « een bestemming als groengebied onmogelijk een bestemming als bosgebied compenseert » en dat « vanuit het oogpunt van de biologische kwaliteit een gebied voor planologische uitwisseling met een echte biologische waarde gevonden zou moeten worden dat een dergelijke bestemming zou verdienen »;

Overwegende dat de compensatie voldoet aan artikel 46 van het « CWATUPE » dat o.a. bepaalt dat de compensatie inzake planherziening zich uit door « de gelijkwaardige omzetting van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied »; dat die eis in dit geval ingevuld is;

Overwegende dat zowel de « CRAT » op 24 november 2011 als de « CWEDD » op 25 oktober 2011 een gunstig advies uitgebracht hebben wat betreft de opnemings van het groengebied als planologische compensatie op de plaats « Carrière des Vaches »;

Dat in laatsgenoemd advies benadrukt wordt dat « Het als groengebied voorgedragen ontginningsgebied geheel opgevuld is. Welnu, dankzij een sanering die aan ecologische eisen voldoet zou het haar rol van schakel tussen het « Bois des Poteries » en de « Moulin à papier » kunnen vervullen. Anderzijds maakt dat gebied deel uit van een lineaire gordel noord-zuid die een mooi ecologisch netwerk op gewestelijk vlak in de hand zou kunnen werken;

Overwegende dat uit een bezwaar van de eigenares van « Carrière des Vaches » blijkt dat ze zich zorgen maakt over de « omzetting in groengebied » van de terreinen die ze op eigen kosten gesaneerd heeft en waarop haar paarden rondlopen en dat ze om het vrije gebruik van die terreinen vraagt;

Overwegende dat de bestemming als groengebied niet verenigbaar is met het gebruik van de terreinen als weiland voor paarden;

Overwegende, tot slot, dat de Waalse Regering op basis van de adviezen uitgebracht door de gemeenteraad, de « CRAT » en de « CWEDD » acht dat de uitbreiding van de groeve « Bois du Prince » gegrond is en door de bekrachtiging van het aan openbaar onderzoek onderworpen ontwerp van herziening van 26 augustus 2010 beslist de herziening van het gewestplan definitief aan te nemen en daartoe kiest voor de opneming op het gewestplan Bergen-Borinage van :

- een ontginningsgebied van ongeveer 4,5 ha op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Hautrage), in de zuidelijke verlenging van de huidige exploitatie, op terreinen die nu opgenomen zijn als bosgebied met een landschappelijke waarde;

- een groengebied van ongeveer 5,0 ha als planologische compensatie op terreinen die nu als ontginningsgebied opgenomen zijn op de plaats « Carrière des Vaches » op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Hautrage);

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Bergen-Borinage (bladen 45/1 en 45/2) met het oog op de opneming van een ontginningsgebied ter uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve « Bois du Prince » en op de opneming van een groengebied op de plaats « Carrière des Vaches » op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 2. De milieuverklaring, die de Regering overeenkomstig artikel 44 van het Wetboek heeft overgelegd, gaat als bijlage bij dit besluit.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve « Bois du Prince » en op de opneming van een groengebied op de plaats « Carrière des Vaches » (bladen 45/1 en 45/2) op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie (hierna het Wetboek genoemd).

Ze wordt gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve « Bois du Prince » en op de opneming van een groengebied op de plaats « Carrière des Vaches » (bladen 45/1 en 45/2) op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain. Ze wordt samen met genoemd besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Deze milieuverklaring is een samenvatting van de wijze waarop de milieuoverwegingen opgenomen werden in de herziening van het gewestplan en waarop het effectonderzoek, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in aanmerking genomen werden. Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de gewestplanherziening, rekening houdend met de andere redelijke oplossingen die overwogen werden.

Daar het om een synthesedocument gaat, verwijst deze milieuverklaring voor details en voor het overige naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van bedoelde herziening van het gewestplan.

Voor een betere leesbaarheid is de milieuverklaring onderverdeeld in drie hoofdstukken : het eerste is gewijd aan het doel van de herziening van het gewestplan, het tweede aan de chronologie van de herzieningsprocedure en het derde aan milieuoverwegingen.

1. Doel van de herziening van het gewestplan

Deze herziening van het gewestplan heeft tot doel, in het kort, de voortzetting van de huidige exploitatie van de afzetting « Grès de Villerot » mogelijk te maken. Die afzetting, die in de groeve « Bois du Prince » geëxploiteerd wordt, is volgens de huidige wetenschap uniek in België.

De vraag naar dat product zou in de toekomst stabiel moeten blijven terwijl de voorraden in het huidige ontginningsgebied uitgeput zijn; anderzijds genereert de activiteit van de groeve 7 rechtstreekse en 13 tot 16 onrechtstreekse banen. De afzetting is opgenomen op de lijst van de hulpbronnen van de ondergrond opgesteld door het Laboratorium voor litho- en zoöstratigrafische analyses van het Departement Geologie van de Universiteit van Luik (Professor POTY).

Deze herziening van het gewestplan sluit aan op de oriëntatienota aangenomen door de Waalse Regering op 27 maart 2002 m.b.t. de methodologie voor de validering van de dossiers betreffende de aanvraag tot opneming van ontginningsgebieden op de gewestplannen. Krachtens deze nota heeft de Regering de Minister van Ruimtelijke Ordening ermee belast de dossiers betreffende de aanvraag tot uitbreiding van het ontginningsgebied te laten onderzoeken op volgende wijze : nagaan of de aanvraag betrekking heeft op een locatie gevalideerd door voornoemd onderzoek van professor Poty, dat ze voldoet aan een strategisch ontwikkelingsplan van de onderneming op economisch vlak, inzake banencreatie en duurzame mobiliteit en dat ze het voorwerp is van minstens één van de volgende prioriteiten :

- de huidige exploitatie mag, binnen de toegelaten perken, niet langer dan zes jaar voortgezet worden tegen het huidige exploitatieritme, behalve uitzonderlijke omstandigheden;

- de aanvraag beoogt het behoud van een productief potentieel betreffende een materiaal dat als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië.

de herziening betreft de opneming op het gewestplan Bergen-Borinage van :

- een ontginningsgebied van ongeveer 4,5 ha op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Hautrage), in de zuidelijke verlenging van de huidige exploitatie, op terreinen die nu opgenomen zijn als bosgebied met een landschappelijke waarde;

- een groengebied van ongeveer 5,0 ha als planologische compensatie op terreinen die nu als ontginningsgebied opgenomen zijn op de plaats « Carrière des Vaches » op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Hautrage).

2. Chronologie van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan Bergen-Borinage heeft het voorwerp uitgemaakt van de procedure bepaald bij de artikelen 42 tot 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie en is chronologisch verlopen als volgt :

Op 27 mei 2004 heeft de Waalse Regering besloten tot de herziening van het gewestplan Bergen-Borinage (bladen 45/1 en 45/2) en heeft ze het voorontwerp aangenomen met het oog op de opneming van een ontginningsgebied op de plaats « Bois du Prince ».

Ingevolge de inwerkingtreding van artikel 46, § 1, 3°, van het « CWATUPE », dat voorziet in een compensatiemechanisme in geval van opneming van een nieuw bebouwingsgebied op het gewestplan, heeft de Waalse Regering op 19 juli 2007 een besluit aangenomen waarbij voornoemd besluit aangevuld wordt met de opneming van een groengebied als planologische compensatie op de plaats « Carrière des Vaches ».

Bij besluit van 21 februari 2008 heeft de Waalse Regering beslist een effectonderzoek te laten uitvoeren m.b.t. het voorontwerp van herziening van het gewestplan en heeft ze de inhoud van het planeffectonderzoek aangenomen.

Het planeffectonderzoek voorgeschreven overeenkomstig artikel 42, tweede lid, van het Wetboek werd aan het erkende bureau ARIES Consultants toevertrouwd na afloop van een overheidsopdracht via de onderhandelde procedure.

Op 26 augustus 2010 heeft de Waalse Regering op basis van voornoemd effectonderzoek de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Bergen-Borinage voorlopig aangenomen.

Het effectonderzoek betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan heeft van maandag 18 oktober 2010 tot woensdag 1 december 2010 plaatsgevonden in de gemeente Saint-Ghislain.

De informatievergadering voorzien tijdens het onderzoek, overeenkomstig artikel 4, eerste lid 1, 8°, van het « CWATUPE », werd gehouden op 22 oktober 2010.

De overlegvergadering voorzien na afloop van het effectonderzoek, overeenkomstig artikel 43 van het Wetboek, werd belegd op 7 december 2010.

Op 20 december 2010 heeft de gemeenteraad van Saint-Ghislain een gunstig advies over het ontwerp van herziening van het gewestplan uitgebracht.

Op 21 december 2010 heeft het gemeentecollege van Saint-Ghislain beslist de Minister Henry erom te verzoeken het vervoersprobleem i.v.m. de exploitatie van de groeve « Bois du Prince » opnieuw te onderzoeken en aandacht te hebben voor de alternatieve voorstellen ingediend door de omwonenden m.b.t. dat probleem.

Tot slot, de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » hebben respectievelijk op 25 oktober 2011 en 24 november 2011 advies uitgebracht. Die adviezen gaan vergezeld van op- en aanmerkingen die in het besluit uiteengezet worden.

Na onderzoek van de opmerkingen en adviezen heeft de Waalse Regering de herziening van het gewestplan definitief aangenomen. Die herziening betreft de opneming van een ontginningsgebied van ongeveer 4,5 ha op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Hautrage), in de zuidelijke verlenging van de huidige exploitatie en van een groengebied van ongeveer 5,0 ha op de plaats « Carrière des Vaches » op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Hautrage).

3. Milieuoverwegingen

Alvorens de milieuoverwegingen te onderzoeken dient te worden benadrukt dat dit besluit betrekking heeft op een gewestplanherziening en niet op een vergunningsaanvraag met het oog op de uitvoering van het ontwerp dat het voorwerp van deze planherziening is. Dientengevolge krijgen de opmerkingen geformuleerd in het kader van het openbaar onderzoek, de verschillende adviezen uitgebracht in de loop van de planherzieningsprocedure alsmede de aanbevelingen gedaan door de auteur van het effectonderzoek m.b.t. de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industrieel project hier geen antwoord maar wel in het kader van de latere procedure tot aanvraag van de eenmalige vergunning.

I. Opportuniteit van de herziening van het gewestplan

De rotsen die gedolven worden in de groeve « Bois du Prince » kunnen op twee wijzen gebruikt worden :

- de « witte zandsteen » wordt als siergrind verkocht, met een hoge toegevoegde waarde;
- de « zwarte zandsteen » wordt voor civieltechnische werken verkocht.

De zeer specifieke lithologische kenmerken van de Zandsteen van Villerot (onveranderlijke en duurzame kleur, slijtbestendig, vorstbestendig, weinig poreus, bestand tegen polluenten) verklaren waarom de productie van dat type siergrind geen sterke rechtstreekse concurrentie op de markt tegenkomt. Men kan er dus van uitgaan dat de vraag naar « witte grind » zal aanhouden in de toekomst.

De voorraden van Zandsteen van Villerot zijn echter zo goed als uitgeput in de groeve « Bois du Prince »; daarom is deze aanvraag tot herziening van het gewestplan gegrond.

Als men de geologische kaart van Wallonië en de op het gewestplan opgenomen ontginningsgebieden op elkaar legt, merkt men dat, wat de Zandsteen van Villerot betreft, het enige ontginningsgebied, afgezien van de groeve « Bois du Prince », de voormalige groeve « des Vaches » is die vroeger geëxploiteerd en onlangs opgevuld werd.

Bijgevolg kan geen enkel ontginningsgebied dat nu op het gewestplan opgenomen is voor de exploitatie van de Zandsteen van Villerot dienen.

II. Plaatsbepaling en afbakening

In de context van de steengroeven is het belangrijkste plaatsbepalingscriterium voor de opneming van nieuwe ontginningsgebieden de aanwezigheid van een afzetting.

Bedoelde afzetting bestaat uit een zandsteen met unieke kenmerken inzake kleur en weerstand (slijt- en vorstbestendig). De uitbreiding ervan is zeer beperkt.

Een andere vestiging zou een volkomen gedelocaliseerde exploitatie van een verschillende afzetting inhouden. Het voor verkoop bestemde eindproduct zou andere kenmerken vertonen.

Wat de afbakening betreft, is de aangehouden omtrek die van het ontwerp van gewestplanherziening dat door het effectonderzoek gevalideerd werd.

III. Bebouwd kader

Uit het effectonderzoek blijkt dat de opnemings van een nieuw ontginningsgebied op het gewestplan geen rechtstreekse weerslag op het bebouwde kader zal hebben. Er bevindt zich immers geen woning in de onmiddellijke buurt van het op te nemen ontginningsgebied; de dichtstbijgelegen woning bevindt zich op ongeveer 200 meter (tegenover de ingang van de groeve). Daar de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied inhoudt dat de extractieve activiteit voortgezet wordt onder de voorwaarden die nu gelden, zal de rots met de laadschop gedolven worden; er wordt dus geen gebruik gemaakt van mijnschoten, waardoor geen gevaar voor schade aan de bestaande gebouwen zal ontstaan wegens trillingen.

Anderzijds wordt geen enkele weerslag op het bebouwde kader verwacht dankzij de opnemings van een groengebied in de sector van voormalige groeve « des Vaches ».

Wat de erfgoederen betreft, zal de onmiddellijke omgeving van de kapellen die rue Forestière gelegen zijn kleine wijzigingen ondergaan ingevolge de zuidwaartse uitbreiding van de bestaande ontginningsput. Er wordt geen weerslag op dat erfgoed verwacht.

IV. Geluid en trillingen

Het effectonderzoek benadrukt dat de uitbreiding van het ontginningsgebied de huidige waarden van de geluidsniveaus en van de trillingen niet wijzigt. Er worden geen mijnschoten en bijgevolg geen specifieke trillingen in het ontginningsgebied verwacht.

De geschiktheid om het door de auteur van het effectonderzoek aanbevolen bijkomend akoestisch onderzoek te laten uitvoeren ter beperking van de bestaande geluidsbronnen en van de vastgestelde overschrijdingen van toegelaten geluidsdrempels zal tijdens de vergunningsaanvraagprocedure onderzocht worden.

V. Hydrogeologie en hydrologie

Uit het effectonderzoek blijkt dat de beek Baudergnies, in de huidige toestand, gekanaliseerd en westwaarts omgelegd is. In de toekomst wordt geen bijkomende weerslag op haar tracé verwacht.

Wat de grondwateren betreft, kan wellicht geen enkele waterwinning aangetast worden door de ontwikkeling van de extractieve activiteit. De laag in het grondwater van de Zandsteen van Villerot is niet uitermate belangrijk en wordt niet geëxploiteerd. De weerslag op het hydrogeologische stelsel kan als onbelangrijk beschouwd worden.

VI. Topografie en landschap

Het effectonderzoek wijst erop dat de zuidwaartse uitbreiding van het ontginningsgebied de huidige effecten van de groeve op het landschap in stand zal houden : daar het ontginningsgebied en de uitbreiding deel uitmaken van een bos, zullen de landschappen geen wijziging ondergaan.

De enige te verwachten weerslag betreft de « rue Forestière » voor zover het nieuwe gebied dat voor ontginning bestemd is langs die weg ligt. Een beboste strook zou er langs de put behouden moeten worden, waardoor het uitzicht gedeeltelijk beperkt wordt. In het effectonderzoek wordt een bredere vegetatiegordel aanbevolen om het zicht op de ontginningsput te beperken; de uitvoering van die aanbeveling valt onder de af te geven vergunning.

Er wordt geen weerslag op het landschap verwacht ingevolge de opnemings van het groengebied op het gewestplan. Het huidige landschap zou dus blijven voortbestaan.

VII. Lucht, klimaat

Behalve het feit dat de overwegingen i.v.m. een eventuele luchtverontreiniging onderzocht zullen worden wanneer de vergunning wordt aangevraagd, dient erop gewezen te worden dat het ontwerp in feite de voortzetting van een bestaande activiteit en niet de creatie van een nieuwe activiteit beoogt. Met andere woorden, er moet niet gevreesd worden voor aanzienlijkere effecten dan thans het geval is.

De activiteit van de groeve « Bois du Prince » brengt stof voort : de behandeling van de rots (vergruizen en zeven), enerzijds, en het vervoer van de aggregaten, anderzijds, veroorzaken immers de vorming van zwevende stofdeeltjes.

Het effectonderzoek suggereert verschillende maatregelen ter beperking van stofuitstoot binnen de locatie, bijvoorbeeld een vouwdak plaatsen op de behandlingsinstallaties, de vrachtwagens met een zeil afdekken, de wielen wassen van de vrachtwagens die de locatie verlaten,

Die maatregelen zijn opgenomen in de overeenkomst gesloten op 4 juli 2011 tussen de SA Lebailly, de Stad Saint-Ghislain en de VZW SOS Hautrage die voorziet in een reeks maatregelen tot oplossing van de hinder i.v.m. het vervoer.

VIII. Fauna, flora en biodiversiteit

De exploitatie van het nieuwe ontginningsgebied zal tot gevolg hebben dat de biologisch waardevolle milieus die daar bestaan vernietigd worden. Voor zover het gebied waarop het voorontwerp betrekking heeft, omringd is door een uitgestrekt bosgebied waarin dezelfde milieus voorkomen, zal de wijziging van het gebied echter niet aanleiding geven tot de verdwijning, op het ruimere niveau van de gemeente, van die biotopen en aanwezige soorten.

IX. Natura 2000

Er wordt geen weerslag verwacht op de locaties Natura 2000 gelegen in de nabijheid van de op te nemen gebieden.

X. Mobiliteit - Vervoer

Uit het effectonderzoek blijkt dat het vervoer i.v.m. de activiteit van de groeve « Bois du Prince » zeer weinig effecten inzake mobiliteit veroorzaakt.

Desalniettemin lijkt het door de vrachtwagens gebruikte traject problematisch om verschillende redenen : ze rijden door het centrum van Hautrage, in de buurt van schoolgebouwen, van het sportcentrum en van 180 woningen.

Geen enkel van de alternatieven die door het planeffectonderzoek geanalyseerd werden, lijkt voldoening te geven.

Daarom heeft de Regering, na onderzoek van de voorstellen ingediend door de omwonenden in het kader van het openbaar onderzoek, beslist om het huidige traject te behouden.

In het effectonderzoek worden evenwel inrichtingen aanbevolen voor meer veiligheid op de wegen die door de vrachtwagens gebruikt worden, met name het verbod van toegang tot het centrum van Hautrage voor zware vrachtwagens op de in- en uitgangsuren van de scholen en de systematische reiniging, door de steenhouwer, van de wegen gebruikt door de vrachtwagens.

De overeenkomst gesloten op 4 juli 2011 tussen de SA Lebailly, de Stad Saint-Ghislain en de VZW SOS Hautrage voorziet in een reeks maatregelen tot oplossing van de hinder i.v.m. het vervoer.

Al die overwegingen i.v.m. het vervoer zullen in het kader van de vergunningsprocedure onderzocht worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2012 tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve « Bois du Prince » en op de opnemings van een groengebied op de plaats « Carrière des Vaches » (bladen 45/1 en 45/2) op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Advies van de « CRAT » betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve « Bois du Prince » en op de opnemings van een groengebied op de plaats « Carrière des Vaches » te Saint-Ghislain

1. INLEIDING

1.1. Aanhangigmaking en antwoord

- In zijn schrijven van 3 oktober 2011 verzoekt het « DGO4 » om het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) » over genoemd ontwerp.

- Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het « CWATUPE » slaat het advies van de « CRAT » op het dossier bevattende het planontwerp, het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

- De « CRAT » heeft daarvan kennis genomen en het geheel van de bovenvermelde elementen van het dossier onderzocht.

1.2. Achtergrond

- Op 13 november 2007 heeft de « CRAT » een gunstig advies uitgebracht over het ontwerp van besluit en het ontwerp van de inhoud van het effectonderzoek (Ref. : 07/CART A.639-AN);

- op 10 maart 2009 heeft de « CRAT » opmerkingen geformuleerd i.v.m. de eerste fase van het effectonderzoek betreffende de opnemings van het ontginningsgebied en verklaard de voortzetting van het onderzoek (Ref. 09/CRAT A.770-AN) gunstig gezind te zijn;

- op 14 januari 2010 heeft de « CRAT » opmerkingen geformuleerd i.v.m. de 2e de fase van het effectonderzoek betreffende de opnemings van het ontginningsgebied en verklaard de voortzetting van de procedure (Ref. : 10/CRAT A867-AN) gunstig gezind te zijn.

1.3. Omschrijving van het ontwerp

De Waalse Regering heeft besloten tot de herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de opnemings van :

- een ontginningsgebied van ongeveer 4,5 ha in de zuidelijke verlenging van de huidige groeve « Bois du Prince » te Hautrage;

- een groengebied van ongeveer 5 ha op de plaats « Carrière des Vaches » te Hautrage.

2. ADVIES

2.1. Wat betreft het ontginningsgebied in de zuidwestelijke verlenging van de huidige groeve « Bois du Prince »

De « CRAT » is de opnemings van het ontginningsgebied gunstig gezind.

Ze stelt vast dat de opnemings van een ontginningsgebied ter uitbreiding van de bestaande groeve noodzakelijk lijkt om de voortzetting van de exploitatie van de Zandsteen van Villerot te garanderen.

De Commissie wijst erop dat talrijke overwegingen i.v.m. de vervoersproblematiek in het openbaar onderzoek voorkomen. Die overwegingen zijn echter niet het voorwerp van deze aanvraag tot gewestplanherziening. Om tegemoet te komen aan de zorgen van de omwonenden acht de Commissie dat in het kader van de milieuvergunningprocedure een bijzondere aandacht geschonken moet worden aan de vervoersproblematiek veroorzaakt door de groeve.

2.2. Wat het groengebied betreft

De « CRAT » is de opnemings van het groengebied als planologische compensatie gunstig gezind.

Ze benadrukt dat de voormalige groeve « des Vaches » volkomen geëxploiteerd werd en dat ze, nu ze opgevuld is, bepaalde biologisch waardevolle zones inhoudt.

2.3. Wat de kwaliteit van het effectonderzoek betreft

De « CRAT » vindt dat het effectonderzoek van goede kwaliteit is.

Ze stelt de uitvoerige analyse van de verschillende milieudomeinen alsmede de klaarheid en leesbaarheid van het overgelegde document op prijs. Ze wijst er ook op dat de opmerkingen die ze in het kader van de procedure geformuleerd heeft door de auteur van het onderzoek in aanmerking genomen werden.